

AFRIQUE

DEUX ANS DE RÉGIME MILITAIRE EN ÉTHIOPIE

II. — Révolution à Enango

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Les militaires éthiopiens qui ont renversé l'empereur le 12 septembre 1974 font face à une situation de plus en plus difficile. Alors que la guerre s'éternise en Erythrée, que de nouvelles menaces pèsent sur les frontières sud, une partie importante de la petite bourgeoisie et de l'intellectuel citadin a rallié l'opposition « gauchiste » représentée notamment par le parti révolutionnaire du peuple, mouvement clandestin (« le Monde » du 14 juillet).

Adis-Abeba. — Comme un nuage de fumée, les grandes polémiques idéologiques qui ont assailli l'Éthiopie et qui enflamment Adis-Abeba masquent peut-être l'essentiel. Que s'est-il passé au fin fond des campagnes, en deux années de révolution ?

Le récit qu'on lira ci-dessous est fondé sur le témoignage d'un garçon de vingt-deux ans qui a vécu, au premier degré, les enthousiasmes, les déceptions et les amertumes de la révolution. Parti en janvier 1975 avec quarante mille de ses camarades pour la grande révolutionnaire (campagne d'alphabétisation), il vient de rentrer à Adis-Abeba, marié et éduqué. Si nous avons volontairement modifié quelques noms propres et quelques dates pour ne pas faire courir de risques à Wolde (appelons-le ainsi), il reste que son histoire en apprend plus sur ce que fut la révolution que tous les discours.

En 1975, Wolde n'était pas plus jeune qu'un adulte. Il est originaire d'Éthiopie. Orphelin, recueilli par une tante de la zone rurale, il a grandi dans une famille de paysans. À l'âge de dix ans, il a été enrôlé dans l'armée révolutionnaire. Il a participé à de nombreuses batailles, mais il a surtout vu s'écrouler l'ancien monde. Wolde et ses camarades demeurent méfiants à l'égard de ces militaires inconnus et brutaux. À l'université, les discussions allaient bon train, et les meetings survolés succédaient aux « manifest ». Faut-il faire confiance à l'armée ? Donnerait-elle vraiment la terre à « ceux qui la cultivent » ? Construirait-elle le socialisme ? Ou remplace-

rait-elle purement et simplement la monarchie renversée par une dictature en uniforme ? Les étudiants étaient partagés. En septembre 1974, déjà, au lendemain de la destitution de l'empereur, une minorité « gauchiste » défilait dans les rues en réclamant un « gouvernement civil » et le retour des militaires dans leurs casernes. Mais par qui les remplacer ? Le dilemme n'était pas simple.

Il n'empêche ! Méfiance ou pas, tous étaient sensibles au même vertige révolutionnaire qui, peu à peu, saisissait l'Éthiopie. En novembre, les militaires annon-

cent que les étudiants et les lycéens allaient partir dans les campagnes pour « éduquer le peuple ». Il y eut beaucoup de réserves, d'insultes, d'inquiétude.

Finalement, moitié consentants, moitié contraints, les étudiants acceptèrent de partir. La semaine qui suivit fut la hâte et qui devait concerner quarante mille jeunes gens devenant la première grande aventure de la révolution. Semaine après semaine, les départs en camions se succédèrent. Un matin de jan-



vier 1975, Wolde se retrouvait avec son baluchon, sa tante en larmes et quatre-vingt-trois camarades, devant le quartier général de la révolution, près d'Aradiko.

Après deux jours de camp, Wolde et son groupe arrivèrent à Enango, un village du Sud-Ouest, dans la province du Wollega. Toute la population était rassemblée pour accueillir les « révolutionnaires ». Le gouverneur du district fit un beau discours. Puis on installa les étudiants dans une école désaffectée avec un budget individuel d'un dollar par jour et un soldat armé d'une pistolet pour « les protéger ».

Divisés en groupes de dix, ils commencèrent par écouter les doléances des paysans.

À quel ressemblait un district provincial en Éthiopie ? D'abord à une immense injustice polie par dix siècles de traditions respectueuses. Ici, les métyers, qui étaient chacun 2 000 à 4 000 pieds de terre, partageaient la récolte avec les balabats (propriétaires), qui fournissaient abris et semences. Les balabats — le plus riche d'Enango possédait 370 hectares — habitaient généralement en ville. Quelques-uns seulement cultivaient eux-mêmes la terre avec des domestiques. Mais tous ont des terres et portent de belles chemises (costume traditionnel) brodées. La police du district leur est dévouée.

Wolde et ses camarades, qui organisaient les premières assemblées de paysans, découvrent la misère absolue des métyers d'Enango. À la surprise générale, les paysans d'abord intimidés par ces jeunes « envoyés du gouvernement », se mettent à parler et à parler de leurs problèmes.

En mars 1976, la réforme agraire est proclamée à Adis-Abeba. Elle prévoit une nationalisation de toutes les terres, la constitution d'associations de paysans, l'expulsion de certains balabats. Sur le papier, les réformes sont radicales. Mais qui les appliquera ? À Enango, les quatre-vingt-quatre étudiants un peu abandonnés à leur sort, sans directives précises, décident de « faire les choses en main » et d'appliquer « mot à mot » le « socialisme scientifique ». Dans les campagnes, la révolution a été proclamée, mais elle n'est que l'ancienne administration impériale, toujours en place, est passée par les événements. Les balabats, sans se cacher, assignent leurs fusils et assurent que, révolution ou pas, on ne leur prendra jamais leurs terres.

Les amis de Wolde se divisent en deux commissions : l'une chargée de la « politisation des paysans », l'autre de l'application de la réforme agraire.

Les étudiants, qui ont su gagner la confiance des paysans, multiplient, à partir de juillet 1975, les assemblées générales, pour débattre avec les métyers, de la meilleure façon d'appliquer le « socialisme scientifique ».

Le problème est assez simple : il s'agit, expliquent les étudiants, de « rétablir la justice » en supprimant les inégalités. Pour cela, les balabats devront restituer à l'association paysanne dont ils font partie l'essentiel de leur fortune. Mais il n'est pas question de ruiner tous à la fois les possédants, qui deviendraient alors une charge trop lourde pour la collectivité. Le cas de chaque balabat sera étudié en public. On fixe ensemble, et cas par cas, le montant d'une sorte d'impôt révolutionnaire en fonction du patrimoine des balabats respectifs. En général, les sommes varient entre 2 000 et 4 000 dollars éthiopiens (1). C'est beaucoup.

Mais, bien vite, un problème se pose. « Si les balabats ont des armes et que les paysans n'en ont pas, a expliqué un zemaatch (2), on ne pourra jamais appliquer le socialisme scientifique ». Il faut donc confisquer les fusils, mais comment ?

Le tango militaire. Une fois encore, les étudiants sont laissés sans consignes précises. À Adis-Abeba, il est vrai, la politique a déjà mis à mal le mystique d'Éthiopie Tidem (Éthiopie d'abord). Embarrassés par le pouvoir, divisés en « radicaux » et « modérés », les militaires conduisent leur révolution comme un imprévisible tango. Deux pas en avant, un pas en arrière. Les décisions les plus révolutionnaires alternent avec des périodes de répression « d'ordre ». Isolés dans les campagnes, confrontés aux autorités locales et à la police, les étudiants font les frais de cette danse hésitante. Dans les provinces du Nord, ils se heurtent au conservatisme des petits nobles amahabs et sont victimes de répressions de comptes au fusil, sans que l'armée puisse toujours assurer leur défense. Dans le Sud, au contraire, l'appui des paysans prolétaires et la force politique « gauchiste » qu'ils commencent à constituer, face aux

balabats, inquiètent les militaires en plus tentés d'arbitrer contre eux.

À Enango, d'ailleurs, un officier envoyé par le Derg, en juin 1976, a démissionné pour la première fois publiquement. Le zemaatch, au sujet de l'alphabétisation des paysans, le point de contestation n'était pas négotiable. Les étudiants, après de longues discussions, avaient décidé de ne pas imposer aux paysans l'alphabétisation officielle de l'empire, mais un instrument et symbole de la « révolution culturelle » amhar, la révolution, pensaient-ils, allait mettre fin à chaque injustice et restituer à chaque ethnisme ses droits culturels et ses privilèges. Les militaires ne voyaient-ils pas là une « révolution » ? Pendant six mois, ils avaient organisé des cours d'alphabétisation en amhar. Déjà par Adis-Abeba, le représentant du Derg est venu interdire cette expérience « subversive ».

Les étudiants n'ont pas compris. Certains d'entre eux — déjà peccés par l'indulgence à l'égard de l'armée — en ont conclu que le Derg n'avait rien d'un gouvernement socialiste. À Enango, comme dans d'autres régions, de nombreux zemaatch ont commencé à désertir en s'enfuyant vers le Soudan, le Kenya ou plus simplement en revenant clandestinement à Adis-Abeba.

Couvre-feu au village

Au début de l'été 1976, les choses se passent plutôt bien. Enango. Grâce à l'appui des métyers et à la coopération des étudiants, les balabats ne peuvent plus venir à la messe. En attendant l'occasion.

Le premier vrai conflit surgit en septembre, quand les étudiants arrêtent un balabat plus riche que les autres, coupable, jugent-ils, d'avoir escroqué ses métyers juste avant la réforme agraire. Arrêter un notable ! Le chef de la police d'Enango le fait libérer, ce qui scandalise les étudiants. Ceux-ci décident à leur tour de monter une opération de « purge révolutionnaire » contre la police. Soigneusement préparée, l'opération a lieu un soir de septembre. Les étudiants font irruption au casernement d'Enango, maîtrisent les six policiers et confisquent six carabines américaines M-1 et cinquante-quatre cartouches. Dans une atmosphère de fièvre, le commandant de la zone convoque la population du village, décrète le couvre-feu à 19 heures, fait fermer le bureau de téléphone et organise entre eux des patrouilles armées pour assurer l'ordre.

Le lendemain, des négociations commencent avec le quartier général de la police du district à Ghimbi. On tente d'arriver à des reprises territoriales. Ceux-ci rétorquent qu'ils resteront jusqu'à la dernière cartouche. Les zemaatch d'Enango s'interposent et préconisent la modération. Un compromis est trouvé : les étudiants acceptent de rendre les armes mais obtiennent que les six policiers du village soient remplacés.

Au fil des jours, pourtant, les choses évoluent dans un sens défavorable aux amis de Wolde. Le Derg, inquiet de cette agitation paysanne, a fait envoyer à Enango, à la même époque, de nombreuses villes du Sud, des unités de nouveaux de ses membres à Enango. Celui-ci condamne sans ambages l'action des « extrémistes », et met en garde les paysans contre ces « faux révolutionnaires qui font le jeu de la réaction ». Une campagne est lancée dans la presse officielle contre les « zemaatch » et « petit-bourgeois ». Un officier du Derg (c'est-à-dire, en gros, ceux d'Adis-Abeba) remonte chez eux. Wolde reste au village, isolé au milieu d'une quarantaine d'étudiants originaires de la province et favorables au mouvement. On le menace des pires représailles, on le menace si radicalement, lui le « gauchiste », le « petit bourgeois », qu'il est obligé de s'enfuir de la « maison des zemaatch ». Il est recueilli pendant quelques jours par une prostituée amhar. Puis, un officier comprend que la prise sous sa protection et lui permet de se cacher à Ghimbi, capitale du district, pendant deux mois.

À la fin de mai, la zemaatch ayant officiellement pris fin, Wolde peut rentrer à Adis-Abeba avec ses « paysans » en règle. Il ne croit plus au Derg, et se sent moralement du moins le parti révolutionnaire du peuple. Part quarante mille étudiants, les quatre-vingt-trois de Wolde ne sont pas les seuls à être revenus à Adis-Abeba.

FIN

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Huit des quinze camps palestiniens sont occupés, assiégés ou pilonnés

Huit des quinze camps palestiniens situés au Liban sont actuellement occupés, assiégés ou pilonnés. Trois autres camps, situés dans le secteur islamique progressiste de Beyrouth-Ouest (Mar-Elias, Borj-Bachra et surtout Sabra-Chatila), subissent les effets de la guerre au même titre que les autres quartiers de la ville, sans cependant faire l'objet d'attaques particulières. Seuls les quatre camps situés à l'extrême sud du pays, près de la frontière israélienne (Nabatieh, Rachidieh, Borj-Chemali, Bass), sont, pour l'instant, à l'abri des combats.

Les camps palestiniens occupés ou sur le point de l'être sont tous trois situés en secteur chrétien :

● DBAYEH, occupé par la droite chrétienne en janvier dernier et habité par des Palestiniens chrétiens, fut le premier camp à échapper au contrôle de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) depuis les accords libano-palestiniens de 1969 ;

● JISR-EL-BACHA, également habité par des Palestiniens chrétiens, a été occupé, le 29 juin, pendant la bataille qui se déroula au camp voisin de Tell-El-Zaatar ;

● TELL-EL-ZAATAR, enfin, de loin le plus important des trois camps avec ses trente mille Palestiniens et presque autant de musulmans chiites réfugiés du Liban-Sud, est soumis à des assauts répétés depuis le 22 juin.

M. PAUL LAURENT (P.C.F.) : les forces syriennes doivent se retirer immédiatement

Une délégation de la Conférence des forces populaires arabes, qui soutiennent les Palestiniens et la gauche libanaise, a été reçue mardi 13 juillet au siège du P.C.F. À cette occasion, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré :

« Nous considérons qu'il est urgent qu'en France, en Europe et dans le monde, toutes les forces démocratiques, tous les partisans du droit des peuples à

La recherche d'un règlement

(Suite de la première page.)

Le seul résultat concret des travaux porte sur l'intention des pays arabes d'achever des vivres, des médicaments et du carburant aux assiégés du Liban. Les informations parvenues au conseil en provenance de Beyrouth sont à l'origine de cette résolution. Le commandant du contingent libyen des forces de sécurité arabes assure notamment que « des enfants palestiniens à Beyrouth se ruent sur les ordures pour pouvoir manger ». Même pour cette résolution, le porte-parole de l'O.L.P. a exprimé son scepticisme. « Encore faut-il », a-t-il dit, que ces fournitures soient acheminées et parviennent à destination ».

À Jeddah, M. Saoud El Fayyal, ministre des affaires étrangères saoudite, de retour du Caire où il avait quitté, lundi après-midi, la salle des travaux du conseil pour protester contre les attaques du délégué de l'O.L.P. contre la Syrie, a déclaré : « A la suite des divergences actuelles, on ne peut pas espérer d'action arabe efficace ».

De violents combats à Baalbek

Au Liban, la Syrie aurait commencé à retirer ses troupes des hauteurs dominantes la ville de Saïda. La Voie de la Palestine, a pour sa part, annoncé, mardi soir, l'entrée au Liban de mille nouveaux soldats syriens. Les effectifs militaires de Damas, sur territoire libanais, sont estimés entre quinze mille à vingt-cinq mille soldats réguliers.

● DANS LE NORD DU PAYS, les

troupes syriennes, agissant conjointement avec les forces conservatrices libanaises, ont continué, mardi, à resserrer leur étau autour de la ville de Tripoli et à pénétrer dans Baalbek. Selon les Palestiniens, des « combats acharnés » ont eu lieu mardi après-midi entre les Syriens, et les milices populaires de la ville antique qui auraient subi des « pertes énormes ». La Voie de la Palestine annonce que l'armée syrienne est engagée dans des combats au nord de Tripoli, autour des camps palestiniens de Nahr-El-Bared et de Badadoul.

● A TELL-EL-ZAATAR la résistance palestinienne a annoncé mardi que les défenseurs du camp avaient réussi à reprendre quelques positions perdues. Les phalangistes affirment cependant n'avoir à réduire que quelques poches de résistance. Ils précisent que, depuis la fin de la semaine dernière, le camp proprement dit — ensemble de baraques de tôle — a été rasé par l'aviation et que la plupart des défenseurs sont réfugiés dans des immeubles et des bâtiments qui se trouvent à l'entrée de Tell-El-Zaatar. M. William Haoui, chef du conseil militaire phalangiste, a trouvé le mort lors d'un supervisite la « reddition des derniers défenseurs ». A annoncé, mardi soir, la radio phalangiste. Selon cette radio, le chef militaire phalangiste a été tué d'une balle dans la tête par l'un des membres d'un groupe palestinien qui s'appropriait à en rendre aux forces de droite. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Il a ajouté que trois cellules de l'organisation « Fath » avaient été découvertes dans la région de Tulkarim, en Cisjordanie, et que leurs membres avaient été arrêtés. De grandes quantités d'armes et de munitions ont été saisies. — (A.F.P.)

● L'Association de solidarité franco-arabe (1) a lancé un appel « pour les populations libanaises et palestiniennes, dont les besoins en médicaments, en plâtres et en vivres sont de plus en plus urgents ». Les fonds doivent être adressés soit à la Croix-Rouge française, 17, rue Quinze-Mars, 75008 Paris, C.C.P. 900 00 Paris, en prédisant et pour le Liban, soit à l'Association médicale franco-palestinienne, 24, rue de la Réunion, 75020 Paris, C.C.P. La Source, 94521 33.

(1) 12 et 14, rue Angereau, 75001 Paris.

هكذا من الأهل

DIPLOMATIE

Les Neuf tentent, sans conviction, de relancer la coopération monétaire

Bruxelles (Communauté européenne). — En quittant le Conseil européen, mardi midi, 13 juillet, M. Giscard d'Estaing a déclaré, comme nous le rapportons hier dans notre dernière édition : « L'Europe est une œuvre historique, et une œuvre historique suppose une action tenace. (...) Nous avons marqué à y a un an un point important par la création du Conseil européen, qui maintenant fonctionne bien. (...) Nous venons de marquer un second point important en nous mettant d'accord sur les modalités de l'élection du Parlement au suffrage universel. » Les points suivants ont été évoqués mardi matin :

● LA SITUATION ECONOMIQUE. — « Nous avons constaté, a observé M. Giscard d'Estaing, que la conjoncture éprouve de faibles variations. Nous nous accordons à constater un nouvel effort pour harmoniser les politiques économiques. J'ai insisté sur le plan budgétaire et monétaire. Les ministres des finances qui ne devaient se retrouver qu'en septembre, vont se réunir dans les prochains jours afin d'examiner les perspectives conjuguées d'un meilleur retour vers l'équilibre budgétaire. »

Le Conseil européen, a observé de son côté M. Den Uyl (Pays-Bas), qui présidait la réunion, a établi que les menaces contre la cohésion de la C.E.E. proviennent en particulier des divergences économiques entre les pays

De notre correspondant

participant à l'accord monétaire européen (le « serpent ») et ceux dont la monnaie flote. M. Duisenberg, le ministre néerlandais des finances, vient d'adresser une lettre à ses collègues à ce sujet. M. Den Uyl a cependant remarqué que les chances de faire aboutir un effort de discipline monétaire resteraient limitées en l'absence d'une meilleure coordination des politiques économiques. M. Callaghan, le premier ministre britannique, a exprimé un scepticisme analogue dont il y a lieu de penser qu'il est partagé par le chancelier Schmidt. En dépit des mises qui s'annoncent à nouveau sur le marché des changes, les chances de voir les Neuf relancer leur coopération monétaire paraissent limitées.

● LA COORDINATION DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME. — Les chefs de gouvernement ont donné mandat aux ministres de la justice de mettre au point une convention judiciaire qui donnerait un caractère aussi automatique que possible à l'extradition entre les pays de la C.E.E. des terroristes ou pirates de l'air.

● LA PECHE. — Considérant la tendance qui se manifeste sur le plan mondial, les chefs de gouvernement ont invité les ministres des affaires étrangères à préparer une résolution recommandant aux

Etats membres d'instaurer une zone économique maritime commune de 200 milles.

Il se sont gardés cependant d'aborder le chapitre le plus difficile de ce dossier : la définition des droits de pêche à l'intérieur de la C.E.E. Les Anglais souhaitent réserver à leurs nationaux un droit de pêche exclusif dans une zone de 12 milles au large de leurs côtes. Plusieurs autres Etats membres, en particulier la France, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, s'opposent très vivement à cette prétention.

● LA REPRÉSENTATION DE LA C.E.E. DANS DES CONFÉRENCES RESTRICTIVES. — Cette affaire qui avait suscité un sérieux malaise lors de la conférence de Porto-Rico a été évoquée avec discrétion. « Si le nom de Porto-Rico a été prononcé, ce n'est pas en vain », a dit M. Callaghan. M. Den Uyl s'est contenté de lire à ses collègues le projet de résolution qui avait été préparé par les fonctionnaires (mais que les Français à la dernière minute n'ont pas voulu accepter tel quel bien qu'ils n'en contestent pas l'inspiration). Ce projet prévoit que, en cas de conférence où seuls certains pays membres seraient invités, une consultation préalable devrait être organisée entre les Neuf afin de critiquer en revanche la Communauté. M. Den Uyl constatant que personne n'intervenait en a conclu que tout le monde était d'accord.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'ACCORD DE BRUXELLES SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Commentaires favorables dans les capitales de la Communauté

L'accord de Bruxelles sur les élections européennes est commenté très favorablement, mercredi 14 juillet, dans les capitales de la Communauté.

À Londres, le Times (indépendant) écrit : « Pour une fois, des accords ont été conclus non seulement sur des principes mais aussi sur des mesures précises. L'accord sur les élections directes au Parlement européen pourrait avoir un effet profond sur l'avenir de la C.E.E. » Le Financial Times (journal des milieux d'affaires) parle d'une « décision historique » et estime que « les chefs de gouvernement ont accepté beaucoup plus que prévu ». Les deux journaux se félicitent aussi du consensus qui s'est dégagé pour la nomination de M. Jenkins à la présidence de la commission, déclarant que « ce accord a été le résultat de la force fondamentaliste de l'esprit européen » et qu'il « pourrait mettre fin au marasme ».

À Rome, la presse italienne qualifie l'accord d'« historique ». L'organe du parti

communiste Unità estime pour sa part que « le nouveau Parlement pourra donner plus de vitalité à la C.E.E. »

L'accord des Neuf ouvre la voie à la démocratisation de la C.E.E. L'Unità souligne la « côté positif » de l'accord, « car le Parlement sera l'expression d'un vote populaire et des chefs de gouvernement de programmes, d'idées et d'hommes ».

En Allemagne fédérale, tous les grands quotidiens se félicitent, mercredi, de la décision du conseil des Neuf, mais ils posent en même temps la question des compétences de la future Assemblée européenne. « La tâche du premier parlement européen sera de diriger d'un bout à l'autre des hommes politiques de premier plan doués de la volonté d'en faire une sorte d'Assemblée constituante de l'Europe », écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung, quotidien des milieux d'affaires.

La presse néerlandaise, qui a annoncé l'accord de Bruxelles avec enthousiasme, manœuvre cependant dans le même sens, tout en s'inquiétant de l'affai-

blissement de la position des petits pays (De Telegraaf, indépendant).

La presse danoise favorable à la Communauté européenne approuve les décisions du Conseil des Neuf, mais elle critique en revanche le quotidien du parti communiste : « Le Danemark a été trahi dans la C.E.E., dominé par les grandes puissances », écrit le Land og Sol.

D'autre part, les groupes socialistes et démocrates-chrétiens du Parlement européen, le Mouvement fédéraliste européen, l'Organisation française du mouvement européen ont publié des déclarations soulignant l'importance de l'événement. Le bureau de l'Union des partis socialistes européens, réuni mardi à Paris, a annoncé qu'il préparait une motion pour l'adoption des élections européennes de 1978.

En revanche, l'agence soviétique Tass écrit que l'accord de Bruxelles résulte d'un « défilé » du triangle Paris-Londres-Bonn au détriment des socialistes, qui assure une « position dominante » au Parlement européen.

Divergences dans la majorité et dans l'opposition en France

Comme toujours lorsqu'il s'agit de la construction européenne, les prises de position des partis politiques français illustrent des divergences au sein de la majorité comme dans l'opposition. M. Guéna, pour l'U.D.R., marque ses réserves à l'égard d'un suffrage universel au rabais et s'inquiète d'une éventuelle extension des pouvoirs de l'Assemblée européenne, tandis que les centristes (voir le Monde du 14 juillet), et parmi eux

M. Barrot notamment, se félicitent du nouvel élan donné à l'Europe.

M. Kanapa (P.C.F.) partage les inquiétudes des gaullistes sur la souveraineté nationale, alors que M. Pontillon, pour le P.S., approuve l'élection du Parlement européen au suffrage universel, à condition qu'elle ait lieu à la représentation proportionnelle.

M. GUÉNA : non à tout pouvoir supranational.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. : « La répartition des sièges à l'Assemblée européenne n'est pas conforme à ce que nous souhaitons. Nous pensons qu'elle devrait être proportionnelle au nombre d'habitants et nous sommes certes réservés sur cette répartition de l'universel au rabais, mais le fond des choses, sur lequel nous nous prononcions quand nous aurons des détails sur les propositions définitives du gouvernement, c'est que, nous U.D.R., nous disons non à tout pouvoir supranational. C'est-à-dire que nous disons non à une nouvelle extension des pouvoirs de l'Assemblée, qui impliquerait d'ailleurs une révision du traité. Selon nous, le destin de la France se détermine à Paris et non à Bruxelles. »

M. BARROT : un nouvel élan.

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, estime que l'accord de Bruxelles a donné un nouvel élan à la

construction européenne » et que l'élection du Parlement au suffrage universel « permettra de rendre l'Europe aux Européens » en donnant à l'Europe « la consécration du suffrage populaire ».

L'APPEL : un simulacre.

L'Appel, organe pour « le renouveau du gaullisme », a publié la déclaration suivante : « Ainsi, les partisans d'un simulacre d'un universel au rabais, mais le fond des choses, sur lequel nous nous prononcions quand nous aurons des détails sur les propositions définitives du gouvernement, c'est que, nous U.D.R., nous disons non à tout pouvoir supranational. C'est-à-dire que nous disons non à une nouvelle extension des pouvoirs de l'Assemblée, qui impliquerait d'ailleurs une révision du traité. Selon nous, le destin de la France se détermine à Paris et non à Bruxelles. »

M. KANAPA : une atteinte à la souveraineté.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F. : « Nous pensons que c'est une déception grave. Elle a l'apparence de la démocratie puisqu'il s'agit de recourir au suffrage universel. Mais, en réalité, par ce moyen-là, on cherche à évincer la C.E.E. et à lui substituer une Assemblée de fait et de pouvoirs plus étendus qu'actuellement. Et, au bout de ce chemin, une majorité étrangère, et de surcroît réactionnaire, pourrait imposer sa volonté à la France. »

Il y a là une atteinte inacceptable à la souveraineté de la France. En tout état de cause, le parti communiste, je le rappelle, n'a pas l'intention de passer, continuera à faire en-

tendre, au Parlement européen comme ailleurs, la voix des travailleurs de la France. »

M. PONTILLON : réajustement démocratique.

M. Raymond Pontillon, membre du secrétariat national du P.S. : « Nous ne nous résignons pas à la déclaration de notre comité directeur de février dernier, qui rappelait la position favorable de notre parti à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. On sait que les socialistes français ont toujours été favorables à la représentation proportionnelle, par le suffrage universel, un contrôle populaire des institutions européennes fondé sur une représentation équilibrée des peuples qui ne saurait être que proportionnelle. »

La décision lève un obstacle important dans la mise en œuvre d'une disposition du traité de Rome qui est l'article 139. Elle laisse toutefois entier le problème des procédures d'application et la question de savoir si, par ce biais, certains gouvernements ne tenteront pas de réduire la chance ainsi offerte de réajuster dans un sens plus démocratique les différents pouvoirs communautaires. »

M. Hindermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, estime que « l'accord pour l'élection du Parlement européen est une victoire pour le rôle moteur que le président Giscard d'Estaing a donné à la France dans la construction européenne ». Il souligne en outre, dans un communiqué, que cet accord « se situe dans la continuité de l'action menée par les socialistes français quand ils étaient au pouvoir sans les

Italie

M. Andreotti est chargé de former le gouvernement

(Suite de la première page.)

Aucun de ces partis n'a encore déposé toutes ses cartes. Le parti socialiste ne refuse pas le rôle de renouer avec la démocratie chrétienne, à condition que les communistes appuient ouvertement d'une manière ou d'une autre, le futur cabinet. Le P.C. est toujours favorable à un gouvernement d'union nationale, mais ne fait pas de sa participation une condition sine qua non.

M. Andreotti mettra, quelque temps à former son cabinet, à supposer qu'il n'abandonne pas en cours de route. Les chances de pouvoir qui parsèment l'histoire de l'Italie républicaine sont généralement assez longues. Cette fois, les jeux sont un peu plus compliqués, et la démission de la direction socialiste n'est pas pour les faciliter.

C'est une conséquence directe des élections législatives du 20 juin : avec 9,6 % des voix, le P.S.I. compte cinquante-sept députés dans la nouvelle Chambre. Le lieu de naissance d'un tel parti est à peu près nul. Ses perspectives sont donc minimes, mais il espère tellement en une victoire — surtout après les élections régionales de l'an dernier (13 %) — que cet insuccès aggravé par le renforcement des communistes et le regain de la démocratie chrétienne, est ressenti comme un grave échec.

Le parti socialiste avait tout fait, ces derniers mois, pour provoquer des élections anticipées. D'une part, il espérait gagner des voix et « réajuster » un peu la balance ; d'autre part, il voulait empêcher les deux grands partis de s'entendre sur son dos. Or les élections n'ont fait qu'accroître la bipolarité, encourageant des accords en tous sens comme on l'a vu pour les présidences des deux Chambres.

Faisant son autocritique, M. De Martino vient de reconnaître, devant le comité central, que le parti s'était trompé en exigeant à tout prix la dissolution du Parlement. Les choses en seraient restées là, si le courant de gauche, animé par le sénateur Leonardo Bazzani, n'avait exigé la démission de l'ensemble des dirigeants, faisant ainsi écho au mot d'ordre lancé dans les fédérations locales du P.S.I. Tout à coup (renvoyez les yeux dans leurs journaux), de même que la dissolution des tendances, décidée le 13 juillet, risque d'être très formelle : les groupes internes contestent la démission de grands leaders ont toutes chances de se reformer sous une autre appellation.

Le désir de rénovation des socialistes n'est pas le seul à être parti, est néanmoins réel. Beaucoup se disent qu'on ne peut éternellement jouer sur deux tableaux (majorité et opposition), produisant du pouvoir en le critiquant. Il n'est pas sûr, cependant, que la situation politique actuelle favorise les grands éclaireissements : le P.S.I. reste dans une situation bête comme la sienne, et la gauche ne représente encore que 87 % des voix.

ROBERT SOLÉ.

A travers le monde

Angola

● UN DIPLOMATE ROUMAIN, M. Manolescu, conseiller commercial, a été tué le 10 juillet à Luanda par un militaire angolais. Le ministre angolais des affaires étrangères, dans un communiqué publié le 13 juillet, fait état d'un « accident diplomatique ». Le diplomate, qui était en voiture, ne s'est pas arrêté devant le camp militaire de Francisco, au moment où l'on rentrait les cadavres. Une sentinelle a tiré sur le véhicule, tuant M. Manolescu. — (A.F.P., A.P.)

Canada

● LA REINE ELIZABETH et le prince Philip sont arrivés le mardi 13 juillet à Halifax, dans la province de Nouvelle-Écosse. La reine doit présider la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Montréal le 17 juillet. — (A.F.P., A.P.)

Chine

● LE CHILI A OBTENU DE LA CHINE le prêt consenti d'un accord de crédit de 53 millions de dollars, accordé en 1971 au gouvernement Allende, et qui venait à expiration le 1^{er} juillet. Ce crédit devrait être utilisé pour quatre ans, pour des produits chinois. Cette somme est la partie restante d'un crédit total de 57 millions de dollars utilisable en cinq ans, accordé en juillet 1961 par le régime Allende. Celui-ci n'avait utilisé que 5 millions de dollars, et le régime suivant ne s'était pas servi du crédit consenti. — (A.F.P.)

Espagne

M. Marcelino Camacho est élu à la tête du secrétariat national des commissions ouvrières

Madrid (A.F.P.). — M. Marcelino Camacho a été élu à la tête du secrétariat national de coordination des commissions ouvrières, au cours d'une assemblée générale tenue clandestinement dimanche à Barcelone (le Monde du 13 juillet). Le leader syndicaliste a été désigné comme le plus haut responsable du plus important syndicat clandestin, a été élu par 400 voix contre 80. C'était la première assemblée nationale générale des commissions ouvrières en Espagne.

Plusieurs dirigeants ouvriers connus, en particulier M. Trinidad Sánchez-Nielsen, Bartolomé Ariza, José Torres et Luis Royo sont aussi membres élus du secrétariat de coordination, nouvel organisme central de vingt-sept membres. Ils forment partie d'une assemblée de coordination de cent cinquante membres. Les cent vingt-sept délégués restant à désigner seront élus au cours des prochaines semaines par les commissions ouvrières.

À Barcelone, les délégués ont entendu les premiers rapports sur la préparation du congrès national des commissions ouvrières, qui doit se tenir à l'automne. Une première autorisation de réunion a été refusée par le gouvernement sortant. M. Camacho a toutefois

exprimé l'espoir que ce congrès pourrait se tenir légalement. Les délégués ont décidé de rechercher une plus grande unité d'action avec les deux autres syndicats clandestins d'inspiration socialiste, U.G.T. (Union générale des travailleurs) et USO (Union socialiste ouvrière). Les commissions ouvrières, considérées comme étant d'obédience communiste, sont les plus influentes dans le mouvement ouvrier espagnol. Leur importance s'illustre par la campagne de ventes de 25 pesetas chacun ont été vendus à ce jour, représentant, selon les responsables, tant d'adhésions d'ouvriers. Cette affirmation est contestée dans d'autres milieux syndicaux.

À l'assemblée de Barcelone, les délégués ont entendu M. Marcelino Camacho faire l'historique du mouvement ouvrier espagnol et M. Nicolás Barrios présenter les perspectives économiques et politiques en Espagne. Les délégués ont fait preuve de réserves dans leurs critiques à l'égard du nouveau gouvernement. M. Marcelino Camacho a déclaré simplement que, comme le gouvernement précédent, celui de M. Suarez traitait « à l'échec » la répression, M. Camacho a toutefois

Pologne

Le gouvernement annonce une révision de sa politique des prix

De notre correspondant

Vienne. — Le gouvernement polonais a décidé, mardi 13 juillet, une dévaluation sensible du processus de relèvement des prix pour les denrées alimentaires. L'annonce des augmentations avait provoqué des émeutes ouvrières à la fin du mois de juin. Le bureau politique du parti ouvrier unifié (communiste) a approuvé un nouveau programme de « changements dans la structure des prix » présenté par le premier ministre, M. Piotr Jaroszewicz, « à l'issue de consultations et de discussions dans les entreprises, ainsi que sur la base de propositions émanant de citoyens et d'organisations ». Plusieurs augmentations ont été, pour l'instant, abandonnées, et leur principe sera « examiné » dans les prochaines semaines. Il s'agit du sucre, dont le prix devait initialement doubler, du beurre, des matières grasses et des fromages (hausse initiale de 50 %), des poissons (60 %) et des légumes (30 %).

La hausse est maintenue pour la viande, dont le taux d'augmentation est ramené de 60 à 35 % en moyenne. Le même relèvement s'applique aux volailles. À titre d'exemple, le prix du kilogramme de filet de bœuf doit donc passer de 100 zlotys environ à 135. On peut penser qu'au marché « parallèle » de Varsovie, rue Polna, qui est souvent seul à offrir ces produits, les prix déjà deux fois plus élevés en moyenne suivront le mouvement (1).

De même, le conseil des ministres a décidé de majorer immédiatement les prix d'achat des produits à la ferme, afin d'inciter les paysans à travailler davantage. Cette mesure paraît d'autant plus nécessaire que la récolte des céréales s'annonce difficile. Elle pourrait être, selon Glos Pracy, organe des syndicats, semblable à « celle de l'année dernière », qui était particulièrement mauvaise. Les augmentations sont de 40 % pour les céréales, 30 % pour les pommes de terre, 12 % pour les betteraves sucrées, 20 % pour la viande et les volailles, 20,2 % pour le lait et 15 % pour les œufs. Les revenus supplémentaires qui en résulteront pour le gouvernement, à 38 milliards de zlotys, il convient d'en déduire quelque 27 milliards de dépenses additionnelles provenant de l'augmentation des prix de nombreux produits industriels destinés à la campagne. Il s'agit des fournitures industrielles (45 %), des engrais (20 %), des semences (45 %), des machines agricoles (30 %), du ciment (80 %), de la chaux (40 %) et du bois (45 %).

Si les décisions sur les prix agricoles entrent en vigueur immédiatement, il n'est pas sans pour les augmentations de produits livrés aux consommateurs, ainsi que les mesures de compensation de salaires envisagées. Pour le moment, dit-on, il ne s'agit que de suggestions qui seront discutées avec la population et dont seront saisies les commissions spécialisées, puis le Parlement.

Rien ne permet encore de dire quand ces modifications entreraient en vigueur. Il est toutefois permis de penser que les autorités ne temporiseront guère. Elles ont présenté à plusieurs reprises les augmentations comme une « absolue nécessité ».

(Intérim.)

(1) 1 franc vaut 4,46 zlotys.

Turquie

ACCUSÉ D'AVOIR TUÉ UN JUGE Le cinéaste Yilmaz Guney est condamné à dix-neuf ans de prison

De notre correspondant

Ankara. — Le premier tribunal criminel d'Ankara a condamné, le mardi 13 juillet, le célèbre cinéaste turc Yilmaz Guney à dix-neuf ans de prison. L'auteur du film *l'Espoir* a été reconnu coupable de l'assassinat d'un juge provincial au cours d'une rixe il y a près de deux ans.

M. Guney avait été arrêté le 14 septembre 1974, après le meurtre de M. Sette Mutlu, magistrat à Yumurtalik, près d'Adana, où il tournait un nouveau film, *l'Anatole*, relatant les misères des travailleurs agricoles. Le juge, qui était dans un restaurant, avait voulu s'opposer à ce que M. Guney continuât à décharger son pistolet en l'air. Selon les amis du cinéaste, le bruit des détonations était enregistré pour les besoins du film. Au cours d'une bousculade qui avait suivi une vive altercation, le magistrat avait été mortellement blessé par balle. M. Guney a cependant toujours nié être l'auteur de cet assassinat. Son cousin, présent lors de la rixe, devait en revanche, affirmer que c'était lui qui avait tué le juge. Le quotidien à fort tirage *Hürriyet* avait fait par la suite état d'un rapport présenté en mars 1975 par les experts de l'institut de police

d'Istanbul, selon lequel la balle qui avait provoqué la mort du magistrat n'avait vraisemblablement pas été tirée par le pistolet du cinéaste. Au cours du procès, le tribunal n'a pas tenu compte de ce rapport ni des proclamations d'innocence de l'accusé. Il lui a cependant reconnu quelques circonstances atténuantes en raison de l'attitude provocante de la victime. Le cousin de M. Guney, également présent au banc des accusés, s'est vu condamner à trente mois de prison pour « avoir tenté d'induire la justice en erreur ».

M. Guney, connu pour ses convictions socialistes, avait déjà été, en 1960, condamné à deux ans de prison alors qu'il était étudiant en sciences économiques. Il avait été accusé de « propagande communiste » pour avoir écrit une nouvelle qui avait déplu aux autorités. Romancier, couronné par le prix d'Orhan Kemal, il avait été de nouveau arrêté en avril 1972 et accusé d'avoir aidé les terroristes du Dev-Genc, organisation de jeunesse révolutionnaire. Il avait été libéré en juin 1974 en vertu de la loi d'amnistie votée par le gouvernement de M. Ecevit.

ARTUR UNSAL.

7777777777

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

LE MARCHÉ ET LE MUSÉE



Le public de Beaubourg selon les prospectus

La ronde des galeries autour de Beaubourg

LES DERNIERS ÉCHAFAUDAGES DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

LES jeux étant faits, les promoteurs du quadrilatère Beaubourg ne manquent pas de sujets d'étonnement devant le spectacle d'échafaudages de béton. Ils voient déjà apparaître le serpent de l'escalator — aux parois rouges, qui doit, du dehors, grimper diagonalement sur la façade pour y déverser la toute des visiteurs attendus tous les jours de 10 heures à 22 heures. Bien que le bâtiment peigne peu à peu sa gangue d'échafaudages, le jeu d'orgue de sa structure tubulaire apparente évoque, irrésistiblement une raffinerie de pétrole. Nous sommes presque à Feyzin, du côté de la rue Saint-Martin. Image insolite, non sans grandeur, qui a son originalité et sa place au milieu des menus rythmes des façades de pierre environnantes.

Premier impératif architectural : l'harmonie des contrastes de l'ancien et du moderne vient d'être compromise par la construction d'une aberrante H.L.M., toute neuve, ni « ancienne », ni « moderne », mais bâtarde avec son toit faussé et la Mansart et ses façades en cinquante menuiserie d'aluminium, qu'on a osé édifier à côté de ce qui passe pour une authentique architecture technologique. Si on faisait de même sur d'autres immeubles qui cerrent la place Beaubourg, on irait à coup sûr au désastre architectural.

Si les choses suivent leur cours, sur le plateau Beaubourg, il n'y a rien d'autre que le côté du Musée national d'art moderne, dans l'ancien bâtiment de l'Alma. Son conservateur en chef vient de recevoir une lettre de la direction de l'hygiène et de la sécurité publique qui énumère vingt-sept points incompatibles avec la sécurité, voire dangereux, de ce bâtiment. Cinq cents personnes, mais qui ne travaillent pas... En d'autres termes, il devrait être fermé pour raison d'insécurité. Sa structure serait en bois, sous une parure de pierre. C'est une boîte d'allumettes, dit-on. L'entière s'est effondrée et l'explosion qui retentit les deux musées risque un jour de lâcher.

Mais cela fait quarante ans, depuis sa construction, en 1937, on n'a que bâillonné « provisoirement » que ce musée tient bon et rend de loyaux services...

La déclaration d'« insécurité » du M.N.A.M. intervient au moment même où les donateurs publient une liste d'œuvres qui, en principe, devraient rester au musée du Président-Wilson. Elle est importante en nombre, « près de la moitié des collections du musée », dit M. Jacques Segard, président de la Société des amis du M.N.A.M. Ce à quoi les gens de Beaubourg répondent : « C'est faux. Rien n'est encore défini. Il faut attendre, avant d'établir cette liste, que des vérifications soient faites.

De quoi s'agit-il ? Le secrétaire d'Etat à la culture avait demandé aux donateurs de faire connaître par écrit, avant le 1^{er} juin, leur choix entre Beaubourg et l'ancien musée de l'avenue du Président-Wilson. Ceux qui n'ont pas répondu ont été considérés comme ayant choisi Beaubourg.

Parmi les donateurs importants, Chagall n'a pas écrit : sa donation (neuf œuvres environ) ira donc à Beaubourg. Mais les six œuvres données par sa fille Ida qui, elle, a écrit, resteront en principe au Musée national d'art moderne. Les gens de Beaubourg sont ainsi presque satisfaits : l'œuvre de Chagall sera représentée dans le nouveau centre par quelques chefs-d'œuvre — certes, rares en nombre, mais importants par leur qualité. D'autres cas les préoccupent davantage, comme celui de la donation de Claude Laurens (cent quatre-vingt-dix œuvres de Henri Laurens et trente-deux de Braque) ou celui de la donation Picasso. Claude Laurens pense ainsi fidèle au souvenir de Braque et de son père en maintenant leurs œuvres dans un musée traditionnel plutôt que de les voir dans l'atmosphère « drugstore » que, selon lui, de régner à Beaubourg. Pour sa part, Jacqueline Picasso demande que les dix toiles données au M.N.A.M. par le peintre y restent en attendant de passer au futur musée Picasso à l'ancien hôtel Salé. Mais tous les enfants ne sont pas d'accord sur ce choix.

De même, les héritiers Matisse ne sont pas unanimes sur l'orientation à prendre. Un Beaubourg presque sans Picasso, Léger, Matisse, Braque, serait tout simplement inconcevable. C'est pourquoi il est encore prématuré de se prononcer sur la partie très serrée qui se joue actuellement entre le secrétaire d'Etat à la culture et la Société des amis du M.N.A.M.

En même temps se pose la question de l'avenir de l'ancien musée. Quel sera son sort après le transfert à Beaubourg ? Deux possibilités sont retenues entre toutes les autres : 1) Etendre la part des collections restées sur place par des œuvres qui constituent le tronc plein du musée impressionniste du Jeu de paume, en fait commencer avenue du président Wilson ce musée du dix-neuvième siècle qu'on veut créer plus tard qual d'Orsay ; 2) maintenir les donations dans un nombre limité de salles (cinq environ) et consacrer le reste du musée à l'institut de restauration d'œuvres d'art, lié au projet de rénovation des métiers d'art auquel s'est attaché le président de la République.

Curieusement, ce sont les secteurs de la poésie et du théâtre, qui semblent passer le moins de problèmes à Beaubourg.

JACQUES MICHEL

DE la bonneterie à la culture : Beaubourg est un vieux quartier populaire qui change de visage. La présence du Centre national Georges-Pompidou le transforme. Déjà une vingtaine de galeries d'art se sont ouvertes, depuis 1972, entre la rue Quincampoix et la rue du Temple. Beaucoup d'autres sont attendues, venues de la rive droite, de la rive gauche, des Pays-Bas, de Suisse, des Etats-Unis.

A quelques centaines de mètres de là, les Halles. Et parmi les boutiques de mode, d'antiquités, de décoration qui ont, en quelques années, succédé aux grossistes parisiens pour Rungis, des galeries d'art. Peintures, meubles, bibelots ; l'art le plus traditionnel et l'avant-garde, le meilleur et le pire se côtoient.

Le Centre Beaubourg paraissait à beaucoup bien excentrique. Aujourd'hui, la lenteur des travaux dans le trou des Halles, l'invasion des sex-shops rue Saint-Denis et alentour, inquiètent quelque peu les marchands d'art. Ils se tournent vers le musée et espèrent que ses visiteurs franchiront le boulevard de Sébastopol, qui sépare les deux quartiers.

Car c'est de l'autre côté de ce boulevard que se situe l'événement. Là où les pans de murs tombent encore, sous les coups des démolisseurs, à l'ombre du Centre Georges-Pompidou. Il s'y dessine un mouvement plus résolu orienté vers l'art actuel. « Des galeries plus sélectives », dira la propriétaire de l'une d'entre elles, non sans quelques mépris pour ce qui se fait du côté des Halles.

En 1972, Daniel Templon, à l'étrémité rue Bonaparte, fait un pari. C'est l'époque où sont publiés les résultats du concours pour la réalisation du musée. Il s'installe rue Beaubourg. Patrice Trigano et Pierre Nahon ouvrent la galerie Beaubourg, Cécile Franco (l'« E » de « E »), bientôt suivie de Gérard Piltzer, Marguerite Lamy, puis de la Galerie Noire, Stevenson et Palluel, Durand-Dessert, l'« E » de « E », et d'autres. Ce sont des créations pour la plupart, même si certains de ces marchands ont déjà un passé dans les milieux de l'art. Galeries riches, galeries moins riches, artistes connus ou à découvrir, cette première vague présente en tout cas un bel éventail des mouvements récents.

Concentration et émulation culturelles

Déjà une autre vague se prépare : de grandes galeries bien connues rive droite et rive gauche qui occuperont à Beaubourg des places de choix, rue Saint-Martin, face au musée. Ainsi, Denise René quitte la rue La Boétie et, tout en gardant son point d'attache boulevard Saint-Germain, ouvre dès l'automne à Beaubourg une « galerie expérimentale » qu'elle consacre à des jeunes artistes. La galerie Sonnabend abandonne la rue Mazarine, Jean Fournier la rue du Bac.

Aux arts décoratifs

Chaplet et la céramique « art nouveau »

ENTRE 1887 et 1894, sa faïence décorée aux, ses pieds de lampe se vendent bien. On lui fait, un an après sa mort, une belle rétrospective au Musée des arts décoratifs, mais on l'oublie pendant plus d'un demi-siècle.

Ernest Chaplet (1836-1908), potier exemplaire qu'honore une exposition de deux cents céramiques souvent remarquables et inédites au Musée des arts décoratifs, a été parmi les victimes du goût inconstant des Français pour les arts du feu. On le redécouvre, en même temps que la brillante flamée de la production, à la fin du dix-neuvième siècle, à laquelle il fut intimement mêlé. La qualité de la production est aussi en France soumise aux caprices ; et les rythmes du succès et ceux de la qualité ne sont pas synchronisés. Ce fut le drame du fameux « Atelier d'Autueil » dont de récentes recherches (J. et L. d'Albis et Mme G. Romanet, etc.) ont souligné l'intérêt. Chaplet n'a pas cessé de poursuivre (sucès ou non) ses recherches de pointe avec la passion qu'impliquent souvent son métier pourtant nourri de débâcles et de patience. En 1885, il s'écrie : « Le truc est trouvé, l'enfame est parfaitement réussie, nous aurons des rouges samedi prochain... »

Ses fameux rouges

Ses rouges sont là. Et si s'agit bien entendu des rouges de cuivre. Et toujours d'égalier les réussites de la Chine.

La technique était au point à Sévres à haute température (1200 degrés) grâce aux chimistes Lauth et Vogt. En 1894, à l'atelier Haviland de la rue Blomet, Chaplet avait aussi fait appel à un chimiste (Léon de Tabot). Son travail, repris sur grès puis sur porcelaine, aboutit enfin le 26 février 1885.

Des rouges superbes. Ne citons que la porcelaine ovale de l'ancienne collection Haviland et le vase-bouteille (1888) « sang de bœuf » très lumineux du Musée des arts décoratifs, le bien entendu à l'honneur. La poursuite du rouge, on le sait, est une grande affaire qui porte les amateurs au lyrisme : « Nuage de vert tendre », « à reflets rosés », etc., etc.

Mais tous n'ont pas les mêmes certitudes, et Jean-François Jaeger, de la galerie Jeanne Bucher, qui a pourtant, depuis longtemps déjà, trouvé un local à Beaubourg, se demande aujourd'hui « s'il est bon finalement d'être dans l'événement ou s'il ne vaut pas mieux, au contraire, garder une certaine distance ». « Et puis, ajoute-t-il, les mouvements de protestation, les manifestations, c'est à Beaubourg maintenant qu'ils auront lieu... »

D'autres projets n'ont pas abouti, mais pour des raisons extérieures. Ainsi, la galerie Maeght a vu, l'année dernière, son installation dans deux fiots du Marais remise en cause par le Conseil de Paris, inquiet de l'importance de l'opération et des risques de spéculation immobilière qu'elle pouvait entraîner. Cependant, les responsables de la galerie Maeght n'ont pas définitivement renoncé à Beaubourg. On parle aussi de marchands qui viendraient des Etats-Unis, d'un projet de regroupement entre Suisses, Hollandais et Américains dans un même bâtiment. Ce sera, dit Denise René, enthousiaste, un lieu de construction culturelle, d'émulation artistique, de vitalité créatrice.

A l'origine du mouvement, bien sûr, le Centre Pompidou et son musée. Un musée qui se veut « différent », « lieu ouvert », où, selon son directeur M. Pontus Hulten, la rencontre des artistes et du public a des chances d'être plus spontanée. Un musée dont on espère qu'il présentera à un plus grand nombre de visiteurs l'art du vingtième siècle. « Mais il faudra du temps avant que ces visiteurs soient prêts à acheter une toile », dit-on galerie Stevenson et Palluel.

La clientèle actuelle des galeries d'art, c'est, en fait, à Paris, un nombre restreint de collectionneurs qui, s'ils veulent acquérir une œuvre de tel ou tel artiste, savent où la trouver. Jean Fournier le sait bien pour qui « une galerie d'art doit être nulle part, en tout cas pas plus à Beaubourg qu'ailleurs ».

Pourtant, c'est lui le premier qui cherchera un local dans le quartier, et cela dès 1970. Pour montrer l'art contemporain, il faut de la place. Il a trouvé des locaux vastes, ouverts sur la rue permettant un accès plus facile.

La rive gauche est saturée, et très chère. Avec Beaubourg, de l'autre côté de la Seine, tous ceux qui, depuis quelques années voulaient montrer des artistes jeunes, ont trouvé un lieu où se regrouper. Car, comme le dit Michel Durand-Dessert, « on se regroupe toujours à Paris », à la différence de l'Allemagne, par exemple, où de l'Allemagne. Les galeries isolées survivent rarement.

Au-delà des raisons matérielles, il y a peut-être aussi l'attrait pour un vieux quartier populaire situé en plein Paris. Beaucoup de marchands de tableaux français ont été séduits à New-York par Soho, où tout un ensemble d'entrepôts, au cœur de Manhattan, est aujourd'hui devenu le centre de l'art contemporain. Pour eux, Beaubourg, c'est un peu un autre Soho à Paris.

La barbotine et le bleu canard

Mais avant ses « exploits » en matière de rouge, Chaplet avait beaucoup travaillé. D'abord à Bourg-la-Reine, où il invente le décor à « la barbotine ». L'exposition de la « Céramique impressionniste » à l'hôtel de Sens (1974-1975) a mis l'accent sur le mérite de son mélange d'argile et d'oxydes colorants qui a permis de peindre les pièces comme sur toile. D'où ces pavillons, pavots, un fond « perlé » de Lourn (1871-1874) qui figurent dans la salle d'entrée. Mais c'est à l'atelier d'Autueil que la technique prendra toute son ampleur (1873-1882) sous la direction du graveur Braquemond. La céramique vise alors à l'esthétique sans obtenir aucun succès commercial. Chaplet, devenu propriétaire de l'atelier Haviland de la rue Blomet (1888), vient de découvrir son grès cérame et coule les stocks de vase plus ou moins japonais de Damousse, Hexamer, Ringel, etc., ce qu'il pose l'hydraulique et que traverse, en léger relief, la brancard de Vigne folle. La forme est originale, pourtant, et le travail abondant. Il y avait des vases « indistincts » reproduisant des vases d'Extrême-Orient, de curieux fonds chocolat ponctuels de rose clair, des cache-pots émaillés et même des céramiques de Paul Gauguin, plus audacieuses qu'admirables (cinq d'entre elles, originales, sont présentées). Ses brillants motifs bleu canard, vert olive ou jaune de chrome sont souvent ternés, nettement, de noir ou d'or, mais malgré l'équilibre des compositions, un peu lourdes souvent, mais toujours de très haute tenue technique, le public boude toujours.

Chaplet doit se replier à Choisy-le-Roi (1887) où la fin de sa vie sera attristée par la perte progressive de sa vue. Ici, une première période que le potier qualifie même de « chinoise » est fort bien illustrée par la jolie collection de porcelaines venues du musée Adrien-Dubouché de Limoges : petits porte-bouquets céladon, ou gorge-dépigéon un peu teinté de mauve, vases balustres à section carrée d'une tenue superbe, ou entiers turquoises... tout est soigné, subtil, agréable, recherché, comme du reste dans la collection de porcelaines flamandises du Musée des arts décoratifs, dans l'ancienne collection Charles Haviland et dans les pièces ayant appartenu à Lenoble (gendre de Chaplet qui lui succédera à l'atelier de Choisy-le-Roi). Dans la dernière période, après 1895, les œuvres sont plus sobres, les pâtes, plus épaisses et le décor tend vers l'abstrait. Ce sont déjà les premières céramiques modernes.

Investir. « Encore faudra-t-il, pour qu'on puisse parler de réussite, dit-on à la galerie Maeght, que l'équilibre du quartier soit maintenu, et que l'art n'en chasse ni les habitants ni la vie populaire. »

Les affaires à venir

Côté affaires, en tout cas, les propriétaires de galeries manifestent peu d'inquiétude. Même si la période actuelle est incertaine. Pour ceux qui ont déjà une clientèle — celle-ci les a évidemment suivis, — on peut penser que tout, ici, se fera plus vite. « A Montparnasse, raconte l'une des propriétaires de Stevenson et Palluel, les gens venaient, mais ils mettaient six mois à Beaubourg. Il ne leur faudra pas tout ce temps. »

Et puis, à Beaubourg, où le ton est à la démocratisation, il y a tout un nouveau public à gagner ; et chacun, à sa manière, s'y emploie : Patrice Trigano et Pierre Nahon, Denise René, développeront l'édition : chez Sonnabend, tout le rez-de-chaussée sera réservé à la vente de lithographies et de posters. A la galerie Noire, où un Cucco a récemment été acheté par un cheminot, syndicaliste de surcroît, on veut rompre avec la tradition du collectionneur type qui se recrute généralement dans les professions libérales. Mais tout se complique dès qu'on quitte le domaine du figuratif. L'« E » de « E », 2000, qui montre des artistes plus « difficiles », tente d'attirer le public des jeunes qui s'intéressent à l'avant-garde en pratiquant les règlements par mensualités.

C'est enfin — et surtout — sur le plan international que Beaubourg représente pour eux un about majeur. « Quand, à New-York, je dis que j'ai une galerie à Beaubourg, remarque Marguerite Lamy, toutes les portes s'ouvrent. » « L'Europe avait besoin d'une capitale culturelle », pense J.-F. Jaeger. « Beaubourg, plateforme internationale, fera, pour Jean Fournier, basculer le circuit occidental dans l'Europe du Sud et rééquilibrera les échanges. » L'étranger semble porter au Centre Georges-Pompidou un vif intérêt ; et, en venant à Paris, c'est à Beaubourg que les visiteurs iront d'abord, où ils pourront voir en un minimum de temps, le maximum de choses. « Il faut donner à voir, le plus possible », dit Denise René. Déjà les galeries se sont regroupées en une association où l'on est en train de mettre au point un circuit de visite.

« Ni à Paris, ni à Londres, ni à New-York, remarque Patrice Trigano, la texture d'un quartier n'a jamais permis un tel développement du commerce d'art autour d'un musée. » Un musée, de plus, qui aura une mission de recherche et de prospection. On peut se demander si ses relations avec les galeries n'en seront pas d'autant plus étroites. Des deux côtés, pour l'instant, on s'en défend.

SYLVETTE GLEIZE

★ Jusqu'au 2 août. Voir également la monographie de Jean d'Albis : Ernest Chaplet, excellente étude sur la céramique art nouveau. Les Presses de la connaissance, Paris, actualité Weber.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS
SPECTACLES »

704-70-20 (lignes groupées)
et 727-42-34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Une sélection

Cinéma

SERGIO LEONE

réfrigéré

En juillet, rien de bien nouveau à l'affiche du cinéma : tant mieux, c'est l'occasion de voir les films qu'on a manqués ou des rééditions. Un grand circuit qui ne prend pas de risques projette dans des salles réfrigérées les westerns de Sergio Leone : le succès n'étant pas vice, on ne cessera de redécouvrir ces œuvres, de Pour une poignée de dollars — qui a fondé le genre en transposant Arlequin, valet de deux maîtres dans la sierra, — à Il était une fois la révolution, parabole lyrique sur la résistance et l'amitié.

— ET AUSSI : Lucia et les Gousses, de Pasquale Squitieri (la société bien ordonnée de la mafia d'avant la Mafia) ; Cyns Cuervos, de Carlos Saura (les jeux interdits d'une petite fille insomniaque) ; Folies bourgeoises, de Cl. Chabrol (adultères et crimes oniriques) ; réédition de Ma vache et moi, de B. Keaton (secondaire mais chaplinesque).

Animation

SOIXANTE SPECTACLES dans la vallée du Tarn

Depuis le début juillet et jusqu'au 28 août, à l'initiative de l'Association pour l'aménagement de la vallée du Tarn (chambre de commerce de Mülau), dans dix-neuf localités situées entre la source de la rivière, au pont de Montvert, et Albi, en Lozère, dans l'Aveyron et le Tarn, le Festival de la vallée du Tarn réunit cent douze artistes, musiciens et chanteurs, pour deux cents heures de musique et de chansons d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Théâtre

MEHMET chez les Papes

Le TEP présente, dans la cour d'honneur du Palais des Papes, le collage, lyrique, de Mehmet Ulucay. Dans les eaux glacées du calcaire égoïste, sur des textes de Brecht, de Malakowski, de Marx, de Mausepant. Comment la quatrième dimension optique donnée rue Malte-Brun à la théorie de la double valeur de la marchandise s'accommodera-t-elle de la réalité des pierres ? Ce sera l'épreuve tout à la fois des textes et des acteurs. — après la réussite du Comme il vous plaira, de Benoît Sesson.

— ET AUSSI : Rosenkrantz et Guildenstern sont morts au Théâtre d'Orsay (les Jeux de l'absurde et de la métaphysique). Je n'imagine pas ma vie demain, au Coupe-Chou (comédiens et merveilleux). Histoire d'amour, au Théâtre du Marais (la vie d'un couple sous le regard des autres). La Double Inconstance, chez Renaud-

Berrault (Mariavux à la lumière de Sade par le Jeune Théâtre national, à partir du 19).

Musique

AIX- AVIGNON- VENCE

Grande-bus de combat dans les festivals du Midi : Aix présente audacieusement un nouveau Don Giovanni, mis en scène par J.-P. Vincent : remplacez-le à 1 dans nos cœurs celui de Meyer et Cassandre (16, 21, 24, 27 juillet, 1, 4, 7 août) ? A Aix encore, Kogan (le 19) et J. Norman (le 20). Avignon inaugure une exceptionnelle série de théâtre musical avec la création de Da Capo, « chronique de l'été quaternaire » de F.-B. Mache, où se mêlent rites ancestraux et mythes modernes (Célestins, du 15 au 20, sauf le 18). A Vence et au col de Vence, l'ory Gitis reçoit cent artistes célèbres (Fournier, Argerich, Norman, etc.) ou inconnus pour des fêtes très qui durent jusqu'à l'aube (du 17 au 29 juillet).

PLAISIRS ESTIVALS de Paris

A Paris, où l'Opéra présente Don Giovanni, lui aussi (le 15) et Otello (le 17), le Festival estival invite à une ronde endiablée avec le Quatuor bulgare et M. Portal (Cluny, le 15, 18 h. 30), le Magnificat et la Cantate 191 de Bach, par les chœurs de Harward (Saint-Séverin, le 15), Mozart pour ses amis de Prague (Saint-Gervais-des-Près, le 16), le Gloria de Vivaldi et la Passion de Foggia (Saint-Séverin, le 17), des motets à Versailles (Chapelle du Château, le 18, 18 h.), la musique médiévale en Espagne par Atrium Musicae (Sainte-Chapelle, le 20, 18 h. 30 et 20 h. 30), etc. tandis qu'à l'Orangerie de Sceaux, Schubert Mendelssohn et Mozart chantonneront sous les archets du quatuor Bartholdy (le 17, 17 h. 30), Bach et Kodaly sous celui du violoncelliste R. Markson (le 18, 17 h. 30).

— ET AUSSI : quatuor Bartholdy (Boulogne, le 15) ; Neuvième Symphonie de Beethoven, dir. Rostropovitch, avec l'Orchestre national, G. Vichnevskaya, P. Schreier, chœurs New Philharmonia (Orange, le 17) ; I solisti Veneti (Sully-sur-Loire, le 17) ; English Chamber Orchestra, dir. J.-C. Casadesu, avec J.-F. Manzone (Brive, le 15, et Figeac, le 16) ; L. Kogan (Obanox, le 18) ; Trois Suites de Bach, par Rostropovitch (Salen, le 19), etc.

Expositions

LES NOUVELLES SALLES DE SCULPTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE

au Louvre

Réouverture de trois grandes salles qui rendent au département des sculptures du Musée du Louvre sa continuité, depuis le pavillon de La Trémoille, consacré à l'art médiéval et renaissant, jusqu'au pavillon de Flore, et l'illustration de la sculpture aux confins de notre siècle. Sculpture profane et de plein air côté jardins du Carrousel : sculpture religieuse et funéraire côté quai de Seine : groupes monumentaux dans la galerie dite des Enlèvements, qui donne accès à la salle Puget, le grand baroque. La double est enfin doublée avec deux chefs-d'œuvre du dix-septième siècle, qui, jusque-là, étaient confinés dans les réserves du musée, et dont certains n'avaient pas été montrés depuis avant guerre.

LA PEINTURE RELIGIEUSE ET L'IMPRESSIONNISME

à Nice

Nice, qui est aussi une ville de musées, vient d'inaugurer plusieurs expositions. Le musée Cheret a réuni plus de cent œuvres autour des impression-

nistes des musées de la ville et de la Côte d'Azur qui rafraîchissent le regard. Monet, Signac, Bonin, Camoin, Renoir, Dufy... occupent plusieurs salles de ce musée installé depuis cinquante ans dans l'ancienne demeure d'une princesse russe de la Belle Époque.

Au quartier de Cimiez, le Musée national Marc Chagall propose, lui, une exposition plus grave : trente et une peintures du dix-septième siècle, qui fut en France celui de la grande peinture religieuse. Avec la Nativité, de La Tour, Moïse sauvé des eaux, de Poussin, Judith et Holopherne, de Valentin, l'Inauguration des Écritures saintes, dans cette grande peinture caennaise et méditerranéenne. Elle traverse le temps à l'écho dans l'œuvre religieuse de Chagall, dont les couleurs claires débordent de joie intérieure.

— ET AUSSI : Ramsès le Grand et le Symbolisme en Europe (Grand Palais), Robert Delaunay (Orangerie), Pissarro et Constable (Louvre), Bonin (Musée national d'art moderne), André Masson (Musée municipal d'art moderne), Cy Twombly et Dufy Buisson Co (AEG), à Paris ; Bacon, à Marseille ; Tappin, à Saint-Paul-de-Vence ; la Donation Grandville et P. van der Stroom, à Dijon ; Terre-Seconda, à Rattilly ; Toiles libres, à Fougères ; Joseph Lacasse, à Marquén-Barcel ; Télémaque, à Nice.

Danse

LE BALLET DE LENINGRAD dans la Cour carrée

Le Malegrot — petit théâtre d'opéra et de ballet de Leningrad — fait succéder à Roméo et Juliette Giselle, dans une tradition jalousement conservée, et Balte de Cavallerie, une fantaisie en un acte, également due au génie de Marius Petipa. C'est l'occasion de revoir le couple Makhonov-Vassiliev dans la cour Carrée du Louvre.

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

Ballet du Nouveau Monde

DE CARACAS

6-17 JUILLET

Tel. 225 44 36

MICHAËL DENARD

Maître de Ballet de Paris

SALLES CLIMATISÉES

GEORGE V (English sub-titled) — PUBLICIS MATIGNON

MARIYVAUX — PARAMOUNT MONTPARNASSE

PARAMOUNT MONTMARTRE — PARAMOUNT BASTILLE

PARAMOUNT MAILLOT — ARLEQUIN

parlons : RUBY (Vol d'Ivoire) CYRANO (Versailles) ARTEL (Heavy)

GARREFOUR (Panda) GAMA (Argentine) FLAMANDS (Sarcelles)

SPERMULA

LA PRESSE EN PARLE

"SPERMULA" est un spectacle défectueux, dont la somptuosité décorative ne tombe jamais dans la mièvrerie, encore moins dans la vulgarité...

P. COLLIN/ELLE

Femme-vampire qui se nourrit non point de sang, mais de semence humaine, d'où son nom de SPERMULA. Son régime lui vaut un teint de jeune fille... d'une grande qualité picturale.

L. CHAUVET/FIGARO

Anges buveuses de sperme... "SPERMULA" est un hymne d'amour à la femme, à la beauté de la femme...

J.-L. BORY/NOUVEL OBSERVATEUR

La beauté des filles choisies a permis de faire de l'érotisme ne descendant jamais jusqu'à la pornographie.

R. CHAZAL/France Soir

Charles MATTON débordé d'humour, d'imagination, et d'invention plastique... "SPERMULA" s'attaque aux tabous et viole les refoules.

H. CHAPIER/QUOTIDIEN DE PARIS

A voir comme une curiosité... Bizarre, bizarre...

F. FORESTIER/L'EXPRESS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

ELYSEES LINCOLN (vo) — QUINTEY (vo) — CLICHY PATHE

MONTPARNASSE 33 — LES NATIONS — CONVENTION GAUMONT — IMPERIAL

répétition : GAUMONT (Evry) — FRANÇAIS (Evry) — ULIS (Evry)

PATHE (Chamigny) — FLAMANDS (Sarcelles)

AGOSTINA BELLI LUIGI PROIETTI

En 2000... il conviendra de bien faire l'amour

Un film de PASQUALE FESTA CAMPANILE

STUDIO CUGAS

L'ARGENT DE POCHÉ

de François Truffaut

20, RUE CUGAS 5^e - 033-89-22

SALLES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI (A.F.C.A.E.)

ST. BERTRAND 28, rue Bertrand, 14^e arr.

LE FIGURANT

avec Buster KEATON

PAT CARRET et BILLY LE KID

de Sam PECKINPAH

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

30, rue Saint-André-des-Arts - 325-46-18

14 h. 18 - 16 h. 40 - 18 h. 05 - 21 h. 30

COMMENT YUKONG

DÉPLAÇE LES MONTAGNES

de Joris IVERS et Marceline LORIDAN

12 h. - 24 h.

CINQ PIÈCES FACILES

de Sam PECKINPAH

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

30, rue Saint-André-des-Arts - 325-46-18

14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.

GUERRE CONJUGALE

de Jacques PERRO

12 h. - 24 h.

RÉPULSION

de Roman POLANSKI

Un film de

STANLEY KUBRICK

ORANGE MECANIQUE

Distribué par Warner-Columbia Film.

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

GAUMONT CHAMPS ELYSEES VO HAUTEFEUILLE VO FRANÇAIS VF

MONTPARNASSE PATHE VF GAUMONT SUD VF CARAVELLE VF

STUDIO/Party II / TRICYCLE/Asnières / MULTICINE/Chamigny

ARIEL/Rueil / BELLE ÉPINE/Thiais

Une information est ouverte contre un fonctionnaire de police

les conditions exagérées dans lesquelles le tragique incident a pu se produire. »

Les parents de la victime, pour leur part, ont porté plainte pour homicide volontaire et non-assistance à personne en danger. Ils ont déposé une plainte individuelle et indépendante de la police fait savoir, de son côté, dans un communiqué, qu'« elle fera en sorte que l'incrimination en cause après la mort de Gilles Olivier à Saint-Denis ne soit pas une nouvelle victime d'une carence démontrée de la loi. Elle critique d'autre part, le comportement « d'une certaine presse » qui « prend la police pour une cible permanente ».

Le groupe communiste du conseil général de la Seine-Saint-Denis a, enfin, publié un communiqué dans lequel il estime « qu'il faut en tirer avec les conséquences dangereuses du ministère de l'Intérieur d'une police répressive « coups de poing, coups de feu ». « L'insécurité a été créée pour suitt-il, si toute une campagne vivante notamment la jeunesse se développe sur le thème de l'insécurité en France, c'est la social-démocratie qui en est responsable. (...) »

« Les forces de police, qui sont en nombre suffisant, restent pourtant impuissantes face aux menaces répressives à l'égard des travailleurs. (...) »

« Il est grand temps que cela change. (...) »

(1) Il s'agit de l'ancien chef de paix Jean-Claude Carreau.

Une proposition de loi définit l'obligation de réserve des magistrats dans un sens restrictif

M. Claude Gerbet, députés (R.I.) d'Eure-et-Loir, Vice-président de la commission des lois, et un groupe de vingt-six députés (dont dix-huit appartenant à la majorité) ont déposé le 23 juin dernier sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à définir la notion d'obligation de réserve des magistrats, ainsi qu'aux magistrats, selon l'art. 10 de l'ordonnance du 22 décembre 1868 portant loi organique et établissant le statut de la magistrature.

L'art. 10 du statut énonce : « Toute délibération politique est interdite aux corps judiciaires ». Cette manifestation d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement de la République est interdite aux magistrats, de même que toute démonstration d'attachement à la Constitution avec la réserve que leur imposent leurs fonctions. Est également interdite toute action concertée de nature à arrêter ou entraver l'exercice normal des juridictions. »

Les auteurs de la proposition de loi écrivent : « Force est bien de constater que certains magistrats et certain syndicat (l'Alliance) vise le Syndicat de la magistrature, ont fait de la réserve à cette règle essentielle. » Citant de nombreuses affaires récentes dans lesquelles des magistrats ont « ignoré l'obligation de réserve », les auteurs de la proposition déclarent : « L'absence de la réserve de la justice, gages de la paix sociale, doivent demeurer au-dessus des passions partitaines. » Les magistrats possèdent sur les lois, tendant à la suppression des pouvoirs énormes, placés de par la loi au-dessus du droit commun, sont naturellement placés dans une situation différente des autres citoyens. Ils ne peuvent avoir les mêmes responsabilités, ni les mêmes pouvoirs. C'est pourquoi, sans aller jusqu'à décider, ce qui sera le cas, que les magistrats ont droit syndical, nous nous refusons à leur droit syndical n'appartenant pas aux magistrats, il convient à tout le moins de préciser la portée et l'étendue de ce droit syndical ».

Les vingt-sept députés proposent que les dispositions de l'art. 10 de la loi soient remplacées par les dispositions suivantes : « L'obligation de réserve s'impose aussi bien aux magistrats qu'aux groupements, associations et syndicats. Elle est absolue et entraîne notamment l'interdiction de toute déclaration, motion, commu-

naguère ou manifestation susceptible d'orienter, de préjuger ou d'altérer le cours de la justice. A l'exception des *factes d'ordre statutoire ou procédural*, les *faits d'ordre matériel* sont incompatibles avec la critique ou la contestation des lois en vigueur. (...) L'obligation de réserve fait obstacle à toute déclaration ou position d'un magistrat ou d'un groupement de décisions du président de la République, du conseil des ministres ou d'un membre du gouvernement et de tout autre organisme public ou privé. Elle s'oppose également à toute déclaration ou appréciation d'un magistrat ayant concouru au prononcé d'un jugement ou d'une ordonnance, à l'égard de la décision, de la juridiction d'appel ou de la cour de cassation ou bien de la juridiction de renvoi. Est également interdite toute déclaration concertée même dans le cadre de l'activité syndicale ou associative de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions. (...) Les magistrats ne peuvent reprendre, à l'appui de son argumentation, des déclarations de M. Jean Poyer, député de Maine-et-Loire (U.R.), président de la commission des lois, ou du garde des sceaux, dont on sait qu'il a été condamné, le 13 avril dernier, par la dix-septième chambre de la cour d'appel de Paris à 100 F d'amende pour diffamation envers le syndicat de la magistrature.

M. Poyer, qui a fait appel de ce jugement, s'adressant à la charge dans le numéro de juillet de la *Revue des deux mondes* contre le syndicat de la magistrature, et qui a écrit de son côté : « la partialité et la subversion » que ses membres « introduisent dans l'ordre juridique ».

Cinq arrestations en Inde

UN GANG INTERNATIONAL TUAIT ET DÉPOUILLAIT LES VICTIMES

CHÂTAININE III : FR 3

20 h 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Le Mort en fuite », d'A. Berthoinieu (1938), avec M. Simon, J. Berry, M. Glory, F. Albany (N.).

Cette épopée cherchant à se rendre compte des faiblesses créatives qu'a eu deux a tés l'autre. Mais le « mort », qui devait se manifester au procès pour sauver sa femme, s'est gaffé dans un jugement déparait par de bon. Une savoureuse comédie portée par deux auteurs exceptionnels.

21 h 55, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Poésie ; 20 h 15, « La plus belle histoire du monde » ;
« Pour une vie latine », d'après R. Kellng, avec
N. Klein, B. Bouquet, J.-C. Cassinini ; 20 h 30, Dico ;
21 h 35, Entreprises, avec V.-L. Desanti ; 22 h, De la vie ;
23 h 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Présentation du concert ; 20 h 30, Festival festival de Paris : en direct de l'église Saint-Séverin... Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Harvard, direction J. P. Adams.
21 h, D. O. J. C. Critic : « Naxos » et « Harmonia » et Cantate BWV 111 (« Bach) ; 22 h, La musique traditionnelle corse ; 24 h, Nos écrits ; 1 h, La Clé.

VOTRE TABLE CE SOIR

L'ALSACE AUX HALLES	236-74-34	T.J.J.
16, rue Coquillière, 1 ^{er} .		
BOPHING	727-67-82	F. B.
4, rue de la Bastille, 4 ^e .		
CHATEL HANSI	548-96-92	F. B.
2, place du 13-Juin, 6 ^e .		
NAPOLEON	T.L.R. 227-99-50	
38, av. Friedland, 8 ^e Juv. 23 F. B.		
BAUMANN "Jusqu'à la 4 ^e du P. d'ind.		
64, av. des Terres Nye.	380-16-16	
BOUQUET DE RIQUETIER	710-62-39	
12, faubourg Montmartre, 9 ^e . T.J.J.		
LES VIEUX MÉTIERS	368-90-03	
13, bd Auguste-Blanqui, 13 ^e . F. B.		
LA CAVERNE D'ALL BAIR	333-61-71	
15, r. A.-Chabrières, 15 ^e .		
LA MASCADE	877-66-83	F. B.
45, rue Ménilmontant, 15 ^e .		
• Ambulance musicale des Orchestre		

Cinq membres d'un gang international ont été arrêtés par la police indienne, sur renseignements fournis par un agent d'immigration, le 13 juillet, à New Delhi. Ils étaient tous des touristes dans certains hôtels de luxe, puis disparaissaient après les avoir payés de 100 à 200 dollars. Les cinq personnes étaient : un homme d'origine française; Marie-André Leclerc, une Canadienne; Barbara Shory, une Britannique; une Indienne; et Charles Shobraj, qui est franco-vietnamien. — (A.F.P.)

Les vingt-sept députés proposent que soient insérés dans l'art. 10 les dispositions suivantes : « l'obligation de réserve s'impose aussi bien aux magistrats qu'aux groupements, associations et syndicats de magistrats. Elle s'entend notamment de l'interdiction de toute déclaration, motion, commu-

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens
75217 PARIS - CROIX 99
C.C.P. 4297-52

ABONNEMENTS

3 mois 4 mois 5 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.S.I.
EX-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

90 F	160 F	215 F	275 F	306 F
------	-------	-------	-------	-------

TOUTS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE

144 F	232 F	306 F	402 F	530 F
-------	-------	-------	-------	-------

ETRANGER par Messageries

1. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE

715 F	210 F	307 F	400 F
-------	-------	-------	-------

II. - TUNISIE

125 F	231 F	337 F	440 F
-------	-------	-------	-------

Prix voie aérienne
failli sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de rédiger tous les notes propres en caractères d'imprimerie.

Un train d'or pour la Crimée

LE COUP DE LA VOITURE

« Je ne suis pas en train de commencer, dit-il, c'est une situation très embarrassante.

— Vous êtes assuré de mon entière discrétion, dit Pierce en levant son verre.

— Je vous remercie, répondit Fowler. Voyez-vous, commença-t-il il se troubla. Voyez-vous, j'ai écrit quelques lettres et hoché la tête. C'est terriblement embarrassant.

— Alors parlez-en carrément, lui conseilla Pierce. Nous sommes entre hommes. »

Fowler vida son verre d'un trait et le reposa bruyamment sur la table.

« Très bien. Pour parler franc, je vous dirai que deux mots que j'ai la maladie française.

— Oh ! Ciel, dit Pierce,

— Ce n'est plus aussi facile qu'avant, répondit Pierce en fronçant les sourcils.

— Je n'ai rien dit, dit Pöwler, avec emportement. Il se rassaisa et prit un ton plus calme. Je comprends la difficulté, mais j'espère...

Pierce acquiesça.

« Il y a une femme dans Haymoworth et son couvent, tu es au deux vierges. Je peux m'informer discrètement.

— Je vous en prie, dit M. Pöwler, la voix tremblante. Et il ajouta : c'est très pénible.

Tout ce que je peux faire, c'est me renseigner, dit-il.

— Je vous en serai à jamais reconnaissant, dit M. Pöwler. Et si par la grâce de Dieu je peux me débarrasser de cette horreur, je ferai tout ce que vous me demanderez, dit-il.

— Je vais me renseigner, promit Pierce. Vous saurez de mes nouvelles.

Par MICHAËL

Mr. Fowler en vidant un autre verre. De toute manière, l'accent.

Deux jours plus tard, Mr. Fowler reçut à ses bureaux de la banque Huddleston et Bradford une lettre adressée à son nom selon un usage postal institué depuis peu. Mr. Fowler fut très rassuré par la qualité du papier et l'élégante écriture, certainement due à une main féminine.

11 nov. 1854

Monseigneur,

Notre relation commune, Mr. F., m'a priée de vous tenir au courant et je connaisais une demoiselle vierge. Les heures de vous recommander une très jolie jeune fille blonde qui vient d'arriver de la campagne, et je pense qu'elle vous plaira beaucoup. Si cela vous agréé, vous pourrez la rencontrer dans quatre jours, rue Lightfield, au

L. CRICHTON

sion qu'elle faisait. De toute façon, elle inspirait une grande confiance et c'était important. Fowler savait que beaucoup de vierges n'avaient rien de virginal. C'était des jeunes filles initiées de nombreuses fois, avec leur condition de vierges fraîches, ment universelle, par l'application d'un petit point de suture à l'endroit stratégique.

Il savait aussi que les relations sexuelles avec une vierge n'étaient pas un traitement standard des vides récents. Beaucoup d'hommes juraient que cette expérience amenait la guérison. D'autres rejetaient cette idée. On objectait souvent que les sœurs résultaient du fait que la fille n'était pas vraiment vierge. Ainsi Mr. Fowler regardait-il le papier et l'écriture pour se rassurer et y trouvait le réconfort qu'il attendait. Il envoyait une lettre à son ami, le vague neurologue, à son ami Pierre

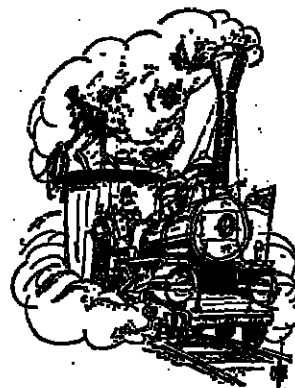
pour le concours que celui-ci lui avait apporté.

Le jour même où Mr. Fowler écrivait à Mr. Pierce une lettre de remerciement, Mr. Pierce se trouvait à la messe à la cathédrale, et la présence de Mr. Trenk lui était venue à l'esprit, et il avait écrit quatre à cinq pages à ce plan : Pierce, qui connaissait quelque peu la disposition intérieure de la cathédrale, avait pu prendre l'empreinte à la cire de la clef, l'amie d'Agar qui jouerait le rôle de « cornette » ou gouteuse, et qui avait pu se faire charger de faire diversion.

Il y avait aussi une cinquième personne, la mystérieuse Myriam, qui était un membre sensible de la paroisse, et qui avait pu elle-même devoir effectuer ce qu'on appelait le « coup de la voiture ». C'était l'une des méthodes des plus habiles pour faire disparaître un objet de maison. Si le coup de la voiture réussissait, c'est qu'il reposait sur une solide confiance de l'époque, et que les gens de bien ne se méfiaient pas de la parole.

Dans l'angélique victorieuse, à peu près dix pour cent de la population était « placée », et presque tous les « serviteurs » étaient des gens de bien. Les paysans étaient ceux que leurs tâches mettaient en contact avec les visiteurs et les hôtes de la maison : le maître d'hôtel et le maître de la cuisine, les valets, les boîtes, qui constituaient la plus grande partie de leur revenu annuel. D'un le déclin notable du portier eût les hôtes peu fortunés, et les domestiques de la maison.

Au soir du 12 novembre 1864, Pierce avait mis ses complices en place. La genteuse, la compagne de la paroisse, la mystérieuse Myriam, se trouvait devant la porte de la rue, en face de la maison Trent, Barlow, l'agitateur, s'était glissé dans l'allée jusqu'à l'entrée de service et les deux chiens derrière la maison. Pierce, Agar, les deux dissimulés dans un bosquet tout à côté de la porte d'entrée. Quand tout fut prêt, une voiture fermée se présenta, et les deux chiens se mirent à aboyer, et le signe d'entrée se manifesta.



Le portier de la maison de Thénia entendit le son et ouvrit la porte. Il vit la voiture arrêtée le long du trottoir.

Digne, et faisant le pourboire, il se pencha pour aller ouvrir complètement puis resta debout à la porte, et cria dans la nuit pour demander ce que l'on désirait.

— C'est moi, dit-il, et c'est la voiture. Il descendit les marches jusqu'au trottoir pour voir s'il pouvait être utile.

— Où est-ce que la voiture, il vit une femme belle et raffinée qui lui demanda si c'était là la résidence de Mr. Robert Jenkins. Le portier répondit par la négative, mais se tourna vers la voiture, dit-il à la femme. Le malade se trouvait au coin de la rue. Il indiqua la direction.

— Où est-ce que ça se trouve ? Agac se glissait dans la nuit son par la porte d'entrée restée ouverte. Ils se dirigèrent tout droit vers la porte du cellier. La porte était fermée, mais il l'ouvrit instantanément à l'aide d'une fausse clé ou d'un ressort. Au moment où la portière se baissa, son abat-jour des mains de la dame, la voiture et deux hommes se trouvaient à l'intérieur du cellier, la porte refermée derrière eux. Le portier les vit, mais ne put rien faire, et, trépa, rentra dans la maison, et referma la porte à cinq sans soupçonner un instant qu'il avait été joué.

C'était cela le coup de la voiture.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, et le Monde n.

Par MICHAEL CRICHTON

Deux jours plus tard, Mr. Fowler est venu à la banque Huddleston et Bradford une lettre affranchie à 2 sous, selon un usage postal inséparable de nos lettres, très rassuré par la qualité du papier et l'élégante écriture, certainement due à une main féminine.

Monsieur, 11 nov. 1854

Notre relation communique, Mr. P., m'a priée de vous tenir au courant si je connaissais une demoiselle vierge. Je suis heureuse de vous en recommander trois jolies jeunes filles qui vient d'arriver de la campagne, et je pense qu'elle vous plaira beaucoup. Si cela vous agréait, veuillez m'en retourner par quatre rous. Love, Lichfield, 11 nov. 1854

sion qu'ils faisaient. De toutes manières, cela inspirait une certaine confiance, et c'était important. Fowler savait que beaucoup de vierges n'avaient rien de virginal. Elles étaient, au contraire, le produit de nombreuses fois, avec leur « condition de vierge » fraîchement renouvelée par l'application d'un petit point de suture à l'endroit où se situait la vulve.

Il avait aussi que les relations sexuelles avec une vierge n'étaient pas un traitement garanti des maladies vénériennes. Beaucoup d'hommes jurèrent que la fille n'était pas vraiment vierge, mais Fowler ne pouvait rien dire. D'autres rejetaient cette idée. On objectait souvent que les hommes négligeaient du fait que la fille n'était pas vraiment vierge, mais Fowler ne pouvait rien dire. Il avait dit à la fille d'attendre le papier et l'encre pour se rassurer et y trouvait le réconfort qu'il attendait. Il envoyait une lettre à la fille, lui disant qu'elle n'était pas vierge, mais qu'elle était une jeune femme sage et saine.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS / MÉTÉOROLOGIE

	I	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

I. N'est pas frisée. II. Flottent
sur le rempant. — Avait la dénomi-
nation de : III. Symbole de l'anti-
miqué ; Remplace des absents. —
IV. En Suisse ; En sole. — V.
Froncom ; Compagne d'un roi sans
couronne. — VI. D'un auxiliaire
Préposition inversée. — VII. Por-
tent parfois leur croix en co-
lonne. — VIII. En l'air. — IX.
Commune ; Frise du courant.
IX. Prêtent à la critique, particu-
lièrement quand elles sont droles.
— X. N'est intéressante que si
elle parvient à convaincre. — XI.
Elle sert surtout des grains ; Se
durit avec une longue que son
valeur est grande.

1. On ne saurait lui reprocher un manque de réflexion : Titre abrégé : Abréviation. — 2. Chanté au Paradis ; Egaye la Normandie. — 3. Pronom. Des choses passées. — 4. La piété des Anciens le fit souvent rougir ; Il en parasite sur un arbre orgueilleux. — 5. Toujours mordante ; On peut le remettre facilement à sa place. — 6. Père de la nation. — 7. En Belgique. — 8. Étant en congé ; Évidemment à elle. — 9. Ses nombreuses rides sont un attrait supplémentaire de séduction. — 9. Terme de jeu ; Ville étrangère ; Très simple.

Horizontalement

I. Autorail. — II. Crapaud. —
III. Te; René. — IV. Im; Raux.
— V. Viens !; Lai. — VI. Je;
Ossai. — VII. Urées. — VIII.
Tend; Réve. — IX. Emit; Arès.
— X. Io; Sial. — XI. Dentition.

1. Activiste. — 2. Urémie;
Emie. — 3. Ta: Union. — 4. Op-
penordt. — 5. Ra; S.S.E.; SI —
6. Aure; Aérail. — 7. Idéaliserai.
— 8. Nua; Vélo. — 9. Lexiques.

GUY BROUTY.

Une zone dépressionnaire évolue lentement au sud de l'Islande. Autour de ce centre d'action circulent des perturbations venues de l'Atlantique. Une de ces perturbations achèvera mercredi de traverser la moitié nord de la France. La perturbation suivante atteindra la Bretagne dans la soirée de mercredi et se dirigera vers les Côtes d'Armor.

Judi 15 juillet, les nuages seront abondants sur la Bretagne, la Normandie puis le Nord. Dans ces régions, il pleuvra un peu, mais pas de pluie en Bretagne, la pluie sera l'après-midi. Ailleurs, après la disparition de quelques brumes matinales, le temps sera assez ensoleillé. Au cours de la journée, des nuages d'altitude pourront apparaître dans le sud-est du pays, des orages éclateront dans ces régions. Les vents se renforceront dans le nord-ouest de la France; il y aura de secteur sud-est. Ailleurs, ils seront faibles et variables.

Les températures maximales seront en hausse dans la moitié sud de la

France
 14 juillet, à 8 heures, la
 pression atmosphérique réduite au
 niveau de la mer était, à Paris-Le
 Bourget, de 762,5 millibars, et de
 762,5 millibars à Marseille.
 Températures (le premier chiffre
 correspond à l'heure de la mesure,
 le second à la température à la fin
 du jour de la journée du 13 juillet; le
 second, le minimum de la nuit du
 14 juillet, le troisième, le maximum
 du 14 juillet.)
 Paris-Le Bourget, 27 et 17; Bordeaux, 27
 et 14; Brive, 20 et 13; Caen, 28 et 15;
 Clermont-Ferrand, 27 et 17; Dijon, 28 et 15;
 Fécamp, 27 et 15; Lille, 28 et 15;
 Grenoble, 27 et 18; La Rochelle, 27 et 15;
 Lyon, 27 et 15; Marseille, 27 et 15;
 Nancy, 27 et 15; Nantes, 28 et 18;
 Nice, 27 et 15; Orléans, 27 et 15;
 Pau, 27 et 18; Perpignan, 20
 et 21; Rennes, 28 et 17; Strasbourg,
 27 et 15; Toulon, 27 et 15;
 Valenciennes, 27 et 15;
 Vannes, 27 et 15; Yverdon, 27 et 25.
 Températures relevées à l'étranger :
 Alger, 27 et 15; Amsterdam, 27 et 15;
 Anvers, 27 et 15; Athènes, 28 et 21; Berlin,
 27 et 18; Bonn, 28 et 15; Bruxelles,
 27 et 15; Copenhague, 27 et 15;
 Dantzig, 27 et 15; Hambourg, 27 et 15;
 Hongrie, 27 et 15; Londres, 27 et 15;
 Madrid, 27 et 15; Moscou, 27 et 15;
 New York, 27 et 15; Paris, 27 et 15;
 Rome, 27 et 15; Saint-Petersbourg, 27 et 15;
 Stockholm, 27 et 15; Vienne, 27 et 15.

Visites, conférences

[illegible]**Journal officiel**

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 juillet 1976 :

DES LOIS

- Complétant la loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif;
- Relative à la répression de

certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports.

DÉS DECRETS

● Portant modification au décret n° 74-131 du 30 février 1974 concernant l'octroi d'une

● Portant fixation du contingent de médailles des services militaires volontaires attribué au titre de l'année 1976.

Interle nationale **Liste officielle** DES SOMMES_A

TERMI- NAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	731	tous groupes	F 500	6	8 996	groupe 2	F 5 000
	9 071	groupe 2	5 000		52 396	autres groupes	50 2
	52 391	autres groupes	5 000		42 586	tous groupes	5 000
	0 201	tous groupes	5 000			groupe 1	100 000
		groupe 5	10 000			autres groupes	70 000
2	19 481	autres groupes	1 000	7		tous groupes	200
	46 571	groupe 3	100 000			tous groupes	500
		autres groupes	10 000			groupe 2	5 000
		groupe 5	100 000			autres groupes	5 000
		autres groupes	10 000			groupe 1	5 000
3	2	tous groupes	-50	8		autres groupes	500
	82	tous groupes	150			groupe 2	500
	5 472	groupe 1	5 050			autres groupes	5 200
		autres groupes	550			tous groupes	700
	52 392	tous groupes	5 050			tous groupes	5 000
4	23	tous groupes	100	9		groupe 4	5 000
	463	tous groupes	200			autres groupes	500
	563	tous groupes	200			groupe 2	100 000
	6 823	groupe 5	5 100			autres groupes	10 000
		autres groupes	600	0		tous groupes	100
5	52 393	tous groupes	5 000			groupe 5	5 000
		tous groupes	100			autres groupes	500
		tous groupes	100			groupe 5	5 000
		groupe 1	5 000			autres groupes	500
		autres groupes	500			groupe 4	5 000
6	6 724	groupe 2	5 000	1		autres groupes	500
		autres groupes	500			groupe 4	5 000
		groupe 4	500			autres groupes	5 000
		autres groupes	500			groupe 4	5 000
		tous groupes	500			autres groupes	500
7	52 394	groupe 2	5 000	2		groupe 3	5 000
	44 394	autres groupes	100 000			autres groupes	500
		tous groupes	10 000			tous groupes	5 000
		tous groupes	200			tous groupes	5 000
		autres groupes	500			tous groupes	250
8	5 435	tous groupes	5 000	3		groupe 2	5 050
	7 835	autres groupes	5 000			autres groupes	5 050
	8 215	groupe 1	5 000			groupe 5	5 050
		autres groupes	500			autres groupes	550
		tous groupes	5 000			groupe 1	1 500 050
9	52 395	groupe 3	10 000	4		autres groupes	15 050
	3 235	autres groupes	1 000			tous groupes	50
		tous groupes	200			tous groupes	250
		autres groupes	500			groupe 2	5 050
		groupe 5	5 000			autres groupes	5 050
10	6 326	autres groupes	500	5		groupe 2	5 050
		groupe 4	5 000			autres groupes	550
		autres groupes	500			groupe 1	1 500 050
		groupe 2	5 000			autres groupes	15 050
		autres groupes	500			tous groupes	50

LOTO	5	27	28 - 29	41	42	
	NUMERO COMPLEMENTAIRE					8
PROCHAIN TIRAGE LE 21 JUILLET 1976			VALIDATION JUSQU'AU 20 JUILLET APPROXIM.			

CARNET

Naissances
Mr. Edward Harding et Mme...
nées Edith Esch, ont la joie de faire
part de la naissance de
Philip Antoine.
5 juillet 1978.
113, Middletown.
Swavesey, Cambridgeshire, G.B.

Décès

— Le conseil d'administration, la direction, le corps médical et l'ensemble du personnel du Centre hospitalier régional de Montpellier, ont la douleur de faire part du

M. André BENECE, directeur hospitalier honoraire des centres hospitaliers régionaux, officier de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire, médaille de la Résistance, croix de guerre avec palmes, officier dans l'ordre de la santé publique, médaille d'argent de l'Académie nationale de médecine, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 13 juillet au centre hospitalier régional de Montpellier, à 13 heures, de l'après-midi, à la chambre funéraire, le jeudi 15 juillet, à 9 heures, et l'inhumation à Clermont-l'Hérault le même jour, à 13 heures.

— M. et Mme Emile Philbert, leurs enfants et petits-enfants.
— M. et Mme Gérard Philbert, leurs enfants et petits-enfants.
— Mlle Thérèse Philbert,
ont la douleur de faire part du décès de
Monsieur François-Joseph **PHILBERT**,
née Marthe Gauthier,
survenu le 12 juillet dans sa quatre-vingt-neufième année.
Le service religieux aura lieu le
jeudi 15 juillet, à 16 h. 45, en l'église de Saint-Len-la-Forêt (Val-d'Oise).
122, rue du Général-de-Gaulle,
Saint-Len-la-Forêt.
333, boulevard de la Chapelle, Paris.

7, rue Harold, 75001 Paris.

Nous apprenons le décès de
M. Jean CASSAGNE,
ancien député du Char-
trem, et ancien socialiste.
M. Jean Castagnez commence sa carrière dans les contributions directes avant d'être élu député. Militant aux Jeunesses socialistes, il est élu en 1922 dans la circonscription de Sancerre (Cher) et réélu en 1928 et 1930. Il est élu à la Chambre le 10 juillet 1935. Il vote les pleins pouvoirs à la constitutionnelle au gouvernement Pétain. Après la libération, il seorce au barrage de Paris. Il est élu député de la Seine en 1945. Le journal fondé en 1948 par Paul Faure, autour de plusieurs études fiscales et avait été en 1946 l'un des fondateurs du parti socialiste. Il a été remplacé par d'anciens membres de la S.F.I.O.

Messes anniversaires
— Pour la vingtième anniversaire
de la mort du violoniste
Robert BRETILLY,
une pensée est demandée à ceux
qui l'ont connu et aimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon
avant de l'ouvrir, retournez-le.

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

M. Soisson souligne le rôle des coopératives

La politique du gouvernement « appelle le développement du secteur coopératif », a déclaré mardi M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la formation professionnelle, à l'issue du conseil supérieur de la coopération, qu'il présidait par délégation du premier ministre. Les deux principales préoccupations du gouvernement, « la densification du tissu économique régional et l'humanisation des entreprises », rejoignent en effet, a souligné M. Soisson, l'idéal coopératif.

L'entreprise coopérative apparaît, selon M. Soisson, « comme l'un des moyens les mieux adaptés pour réaliser une implantation industrielle en milieu rural ». Elle fait partie, a-t-il expliqué, de ces entreprises dont le rôle d'animation est aujourd'hui reconnu et qui peuvent contribuer à équilibrer la puissance de certaines sociétés multinationales.

Les coopératives ouvrières de

production emploient trente-cinq mille personnes, les biens immobiliers des coopératives de crédit membres du Groupement national de la coopération dépassent 170 milliards de francs. Le chiffre d'affaires des seules coopératives agricoles, maritimes et de consommation atteint près de 62 milliards de francs, les coopératives d'habitation construisent environ vingt-cinq mille logements par an.

Le conseil supérieur de la coopération, réorganisé par un décret du 20 avril, se compose de quatre parlementaires, de huit représentants des administrations centrales et de dix-huit représentants des activités coopératives. Il doit préparer le congrès de l'Alliance coopérative internationale, qui regroupera trois cent vingt-cinq nations, des coopératives de soixante-trois pays. Ce congrès se tiendra le 28 septembre à Paris, et le président de la République devrait en présider la séance d'ouverture.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

L'Inde et la France renforcent leur coopération industrielle

Le développement des échanges commerciaux et de la coopération industrielle entre la France et l'Inde a fait l'objet d'entretiens, la semaine dernière, à Paris, entre le ministre français du Commerce extérieur, M. Barre, et son homologue indien, M. Chattoopadhyaya.

L'évolution du commerce franco-indien, qui a quadruplé au cours des quatre dernières années, atteignant 1,5 milliard de francs en 1975, est jugée « très satisfaisante » par M. Barre. L'Inde souhaiterait toutefois signer des contrats à long terme pour la vente de charbon et de minerai de fer. Des dispositions seront prises pour faire mieux connaître en France les produits manufacturés indiens (textiles et petit outillage notamment).

La coopération industrielle connaît un sensible essor : plus

sieurs ministères « techniques » indiens (Industrie, Énergie, Pétrole) ont précédé ces dernières semaines M. Chattoopadhyaya à Paris. Une mission d'industriels français se rendra en Inde. Des projets précis en cours d'examen portent sur la fourniture d'un groupe de turbo-alternateurs, de deux centrales électriques du type B10, la construction d'une usine de produits chimiques à Shimla, la construction d'une centrale à gaz à Bombay.

PLUS-VALUES

DE LA CANDEUR AU CYNISME

(Suite de la première page.)

Il est vrai que les plus-values sont exceptionnelles, elles accompagnent les rares périodes où le taux d'intérêt baisse ; le lot ordinaire, ce sont des moins-values réelles, que venait compenser un régime fiscal de faveur, l'abattement de 3000 francs sur le revenu, le plafonnement de l'impôt à 25 % même pour des contribuables qui se situeraient normalement dans la tranche des 60 %. Tant pis, on déduira aussi les moins-values calculées après indexation.

Surtout, il y avait, d'entrée de jeu, l'exemption de l'habitation principale. À l'évidence, l'exonération de l'impôt particulier sur l'habitation a été rendue pour en faire une ambassade fait partie des priorités urgentes de la politique sociale sous le pouvoir gauchiste. Aurait-on cru qu'une majorité vertueuse s'indignerait de ce privilège et introduirait un plafond d'exonération ? Elle protestait que, si les résidences principales les plus luxueuses étaient exemptées, il était injuste de taxer les résidences secondaires modestes. Allons-y donc allégrement. La résidence secondaire est exonérée, à son tour, sans limite, même si elle est un immense château, à la condition que le propriétaire ne soit pas locataire de sa résidence principale ; s'il est propriétaire des deux, il obtient tout de même un abattement sur la résidence secondaire ; quand le total de son patrimoine immobilier n'atteindra pas 400 000 F, accrus de 100 000 F par enfant au-delà du troisième. A nouveau, comme c'est simple ! Non seulement l'administration devra discuter du montant des plus-values, non seulement elle devra débiter du niveau des revenus, puisque la taxation se rattache au barème progressif, mais elle devra aussi se prononcer sur l'abattement d'un capital. A 300 000 F, on ne paie rien sur les plus-values ; à 400 000, on risque de payer 60 %. On croyait l'administration assez avisée pour éviter de pareils ressauts.

non cotés. Alors on va tout simplement exonérer les parts des sociétés à responsabilité limitée, cette intéressante forme d'entreprise qui évite au propriétaire de s'engager sur ses biens propres et qui lui permet, à condition de n'avoir pas en apparence la majorité, d'obtenir le régime fiscal des salariés.

Il faudra être bien maladroit, ou assez pauvre et forcé par un accident de réaliser sans délai pour cotiser, quel que ce soit, à l'imposition nouvelle. Qui n'a pas sa petite exonération ? Curieusement, il reste une forme d'investissement qui ne reçoit aucune faveur, la construction ou l'achat, aux fins de location. Même si le propriétaire subit des loyers contrôlés qui sont inférieurs à ses impôts et à ses charges. Encore doit-il se substituer à la politique sociale de l'État en faveur de gens qui peuvent très bien être fortunés, qui dépasseraient le plafond de ressources fixé pour obtenir une R.L.M., mais qui tout simplement sont locataires, eux ou leurs parents, depuis assez longtemps. Mais là aussi il y a une issue : quand le locataire décède ou finit par s'en aller, on s'installe sur place avant de revendre. L'appartement, devenu bien familial, sera à son tour exonéré.

Les privilèges ont la vie dure

Le ministre de l'économie et des finances avait été défilé par le rapporteur du Conseil économique et social, à la tribune du Sénat, d'invoquer la justice pour un projet qui multiplie les injustices ou les recoupements à l'assiette des autres impôts pour un texte truffé d'exceptions. M. Fourcade ne s'est pas pour autant privé de ces arguments à la tribune. Et pourtant le gouvernement ne s'est rattrapé sur les cadeaux qu'il consentait aux riches qu'en écartant une des dispositions les plus manifestement inspirées par la justice sociale dans le projet du Conseil. D'un côté, la taxation était progressive avec le revenu ; à l'autre bout, on accordait une déduction des moins-values, calculées en termes réels après indexation de la valeur d'entrée, aux ménages dont les revenus, divisés par le quotient familial, étaient inférieurs à la moyenne nationale du revenu par habitant. C'était un acte de justice : les petits investisseurs en comptes d'épargne, en mieux titrés à revenu fixe, ils ont peu de chances de posséder des actifs qui s'apprécient et sur lesquels ils puissent récupérer leurs moins-values. C'était aussi un acte de sagesse financière : on élargissait, par cette sorte d'assurance, les catégories sociales capables de prendre des risques, on affermissait les marchés.

Quels recoupements peut-on obtenir au titre des éléments du train de vie ou des dépenses ostensibles et notables, quand les sources les plus importantes d'enrichissement continuent d'échapper à l'impôt ? Quelle moralisation par les mutations, alors que l'immobilier rentre dans la plupart des cas dans les exonérations, de sorte qu'il demeure rentable de sous-évaluer les déclarations pour limiter les droits de mutation ? Quelle élimination des travaux sans facture, alors qu'ils restent de l'intérêt commun de l'entrepreneur et du propriétaire sur la plus grande part de l'immobilier, qu'il soit résidence principale ou résidence secondaire ?

L'agitation que le gouvernement aura soulevée servira au moins à montrer combien les privilèges ont la vie dure. Le texte qui est sorti de si longs débats tourne à la confusion de ceux qui se sont ralliés au pouvoir dans l'espoir de la réforme. Il démontre au pays qu'on ne pourra changer les choses qu'en changeant de majorité. Le président était sans doute sincère en se voulant celui de tous les Français ; un projet mal calculé le fait apparaître comme celui de tous les nantis.

PIERRE URI.

● PAS DE SUBVENTION POUR LE CLUB DE PERSONNES AGÉES « LE TOURNESOL ». — Le Tournesol, club d'information, de rencontre et de loisirs destiné notamment aux personnes âgées, 127, rue Saint-Maur, à Paris (11^e), vient d'adresser une « lettre ouverte » à M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, protestant contre le refus de l'assemblée d'accorder une subvention qui permettrait la poursuite des activités de ce centre d'action sociale (Le Monde du 18 novembre 1975).

AGRICULTURE

LA F.A.O. SE RÉORGANISE

(Suite de la première page.)

Il en est de même pour les représentants dans les pays assistés : contrairement au Bureau international de la F.A.O., qui a été à l'UNESCO, les délégués de la F.A.O. dépendent totalement du PNUD, au point de perdre toute identité.

M. Soisson n'a pas entièrement convaincu tous ses interlocuteurs. Les réserves qui se sont manifestées sont de deux types. Les premières proviennent de certains pays donateurs qui craignent que les mêmes fonds, en dissimulant à l'avance des projets d'assistance. Les autres proviennent de divers organismes — le PNUD ou le Conseil mondial de l'alimentation — lesquels soupçonnent la F.A.O. de vouloir s'assurer un leadership dans le domaine du développement et de « fragmenter » le système des Nations unies. « Ce n'est pas désirable », ont-ils dit, « car cela risque de créer une situation où l'on changerait quelque chose ; il est dangereux que la F.A.O. ne devienne ce qu'elle a été et y a déjà été, quand d'autres organismes n'existaient pas ».

Répondant à ces critiques, M. Soisson a déclaré : « Comment pourrait-on taxer de centrifuges — quel que soit le sens donné à ce mot — mes très modestes propositions de réorganisation ? »

« La F.A.O. n'est pas un organisme de coopération technique qui reflète la nécessité d'assistance impérieuse de répondre aux exigences des États membres ? »

« Pourquoi la F.A.O. ne pourrait-elle pas des mêmes propositions que d'autres organismes des Nations unies ? »

« Est-elle réellement condamnée à s'entreprendre des activités d'assistance technique que lorsque des donateurs bénévoles en expriment le vœu ? Est-il vrai que la F.A.O. ne puisse pas mener des activités d'assistance technique en coopération avec ses membres, quand ces derniers le désirent, simplement parce que les services de financement sont entourés d'une aura de magie ? »

« Comment peut-on prétendre que la F.A.O. est compétente lorsque l'on s'agit d'assistance technique, mais pas pour le compte de bailleurs de fonds du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et de fonds fiduciaires des projets d'assistance technique (représentant en 1975, deux fois et demie le volume de son programme ordinaire) et qu'elle ne l'est plus lorsqu'il s'agit de consacrer 11 % de ce même programme ordinaire à des activités de coopération directe avec ses États membres ? »

« Ne rien changer à la situation, selon M. Soisson, serait maintenir la F.A.O. dans une sorte d'ordre et lui refuser la dimension nouvelle dont elle a désespérément besoin ».

Autre question épineuse : l'autonomie des représentants de la F.A.O. Actuellement, ces fonctionnaires dépendent directement des bureaux du PNUD au nom d'une nécessaire coordination. « Nous n'accepterions pas, a affirmé M. Soisson, que coordination signifie assujettissement des États membres de la F.A.O. »

« On semble oublier, a poursuivi le directeur général, que, à l'origine comme au terme de la coordination, il y a le gouvernement du pays en cause ».

R. S.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Le Stock Exchange de Londres faisait preuve d'indécision à l'ouverture de la séance de mercredi. Les investisseurs attendaient la publication des statistiques du mois de juin du commerce extérieur. Les industriels progressent très légèrement, mais les fonds d'État se replient en liaison avec le recul de la livre sterling. Bourse tenue des milles d'or.

28 (septembre) (clôture) : 122 25 contre 122 50

NEW-YORK

Prises de bénéfices

Après un record enregistré lundi par l'indice Dow Jones (qui a atteint son plus haut niveau depuis trois ans et demi), les prises de bénéfices se sont manifestées mardi et à l'ouverture, les cours enregistrèrent encore des hausses, dans la milieu de séance les ventes se sont accrues, si bien qu'un clôture à la Dow Jones terminait à 1 008,00, en hausse de 5,15 points par rapport à lundi.

Cette séance de mardi a été l'une des plus actives de l'année, avec 27 millions d'actions échangées (dont 2,7 millions au cours de la dernière heure).

Pour beaucoup d'observateurs, ce repli est normal, et il ne faut y voir que des considérations techniques. Une consolidation était nécessaire après la hausse de ces dernières jours.

Indices Dow Jones : transports, 229,65 (+ 0,12) ; services publics, 80,36 (+ 0,32).

VALEURS	COURS	COURS
	12/7	13/7
VOIS	57 1/8	57 1/4
A.T.T.	57 3/4	57 5/8
Boeing	41 3/4	41 3/4
Chrysler	38 1/8	38 5/8
De Pont de Nemours	138 3/4	138
Eastman Kodak	102 3/4	101 3/4
Exxon	104 7/8	105 3/8
General Electric	58 1/2	58 3/4
General Motors	26 7/8	26 7/8
IBM	22 1/4	22 3/8
J.C. Penney	27 3/4	27 5/8
U.S. Steel	28 1/2	28 1/2
Westinghouse	17 1/4	17 1/4
Verizon	62 1/8	61 3/4

MONNAIES

LA BANQUE NATIONALE SUISSE CHERCHE À MIEUX CONTRÔLER LE MARCHÉ DES CHANGES

La Banque nationale suisse négocie avec les banques privées les termes d'un dispositif propre à lui permettre de mieux contrôler les transactions portant sur plus de 5 millions de francs suisses.

Seon la première, les banques commerciales devraient rendre compte en détail à l'Institut d'émission de toutes leurs opérations de change (une telle obligation existe déjà pour toutes les transactions portant sur plus de 5 millions de francs suisses). La seconde mesure consisterait à soumettre à autorisation spéciale, délivrée par la Banque nationale, l'exercice de la profession d'opérateur sur le marché des changes. Quant à la troisième, qui semble avoir peu de chances d'être retenue, elle aurait pour objet de créer une bourse officielle des changes, afin d'obliger les banques à agir ouvertement dans ce domaine.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA LIQUIDATION DES ÉTABLISSEMENTS CADOT NE SE JUSTIFIE PAS DÉCLARE LA C.G.T.

« Rien ne justifie la fermeture de l'entreprise de boulangerie industrielle Cadot, car sa clientèle et sa production n'ont cessé de s'accroître », a déclaré, mardi 13 juillet, au cours d'une conférence de presse, Mme Jacqueline Solon, secrétaire de la fédération C.G.T. de l'alimentation. Elle a ajouté : « La mesure de liquidation qui vient d'être prise répond à un double objectif : restructurer les activités de la boulangerie et de la pâtisserie au niveau de la région parisienne et liquider la section C.G.T. implantée chez Cadot depuis un an ».

Depuis la liquidation de biens, prononcée le 2 juillet, et le licenciement collectif des deux cent soixante salariés annoncé le 12 juillet, les travailleurs occupent les locaux (Le Monde du 13 juillet).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LES TROIS PRINCIPALES COMPAGNIES AMÉRICAINES DES LOCATION DE VOITURES (Avis, Hertz et National Car Rental) avaient, en 1975, été accusées de s'entendre elles pour éliminer la concurrence de compagnies moins importantes, en particulier dans les aéroports. — (A.P.F.)

● ERRATUM. — Dans l'article sur le bilan de l'assurance française en 1975 (Le Monde du 14 juillet, page 18), il fallait lire : « Les opérations des sociétés françaises d'assurances, outre-mer et dans les pays étrangers, se sont accrues plus rapidement (et non « plus lentement », comme il était écrit) qu'en cours des années précédentes ».

Emploi

● SUPPRESSION DE TROIS HAUTS FOURNEAUX DE LA CHÈRE. — En raison de la fermeture d'un des quatre hauts fourneaux et du passage au régime non conditionnel de la Chère, a annoncé que trois cents emplois seront supprimés à l'usine de Longwy (Meurthe-et-Moselle), à partir du 1^{er} septembre. 200 à l'Inde.

Immigrés

● A NIMES, trois des prévises de la fédération des médecins ont été hospitalisés le 13 juillet. Cela porte à six le nombre des hospitalisations depuis le début du mois, observant une vingtaine de travailleurs immigrés pour obtenir la régularisation de leurs titres de séjour.

STATE OF KUWAIT UNIVERSITY OF KUWAIT

INVITATION FOR PREQUALIFICATION OF CONTRACTORS

The University of Kuwait will shortly begin the construction of its new Campus which will cater for twelve thousand students across the full spectrum of formal education. Interested firms wishing to apply for the prequalification questionnaire should have substantial worldwide building construction experience with particular emphasis on major University Project experience and on experience in the Middle East particularly the Arabian Gulf area.

Applicants for the prequalification questionnaire should have executed a building project of not less than One Hundred Million U.S. Dollars, and where consortiums apply it is preferable that one of the parties have considerable experience in the erection of major Medical Complexes and large teaching hospitals.

The prequalification questionnaire will be available free of charge to those firms who apply on their own headed notepaper to : The Head of the Planning and Building Department, University of Kuwait - P.O. Box 5969 - Kuwait - State of Kuwait.

All applications should be made in the English language only. The list will close on the 30th August 1976.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DES PEAUX ET CUIRS SONIPEC

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS

La SONIPEC informe les entreprises et les sociétés intéressées que la date limite pour le dépôt des offres concernant le LABORATOIRE CENTRAL prévue initialement au 7 juillet est prorogée au 1^{er} août 1976.

